Vol. 6 • No. 50 • Du 26 juin au 2 juillet 2013

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com



Kisa k ap pase nan relasyon ant Ayiti ak Repiblik Dominikèn?

Page 6

NICOLAS MADURO A VISITÉ HAITI!



Voir page 4

Le président du Venezuela, Nicolàs Maduro et son homologue haitien Michel Martelly déposant une gerbe de fleurs devant le monument de nos ancêtres.

English Page 9



Pour que renaissent l'humanisme et la solidarité!

Page 7

A QUAND LA TENUE DES ÉLECTIONS SÉNATORIALES PARTIELLES, MUNICIPALES ET LOCALES ?



Voir page 4

Les 9 membres de l'organisme d'exception chargé d'organiser ces élections: le Collège Transitoire du Conseil Electoral Permanent (CTCEP).



Signification et perspectives des mobilisations au Brésil :Interview de João Pedro Stedile*

Page 10



Moldavie : la faucille et le marteau ainsi que le nom « communiste » ne sont plus interdits !

Page 17

Y a-t-il réellement une volonté de mettre le pays sur les rails ?

Par Berthony Dupont

Fonder une stratégie sans une vision politique de combativité pour le changement, c'est aller à notre avis tout droit à l'échec. Aujourd'hui, il nous faut accomplir l'effort très dur mais absolument nécessaire de remise en question l'état du pays. Est ce que nous devons continuer à entraîner le pays vers cette stupide et absurde catastrophe, sinon est-ce que nous devrons rompre avec cette politique tendant à la destruction et à la déstabilisation nationales ?

Tout d'abord, l'occupation est une menace permanente pour le pays, pour ne pas dire que nous sommes en guerre à notre corps défendant. Alors, comment peut on parler des mesures de relance, des élections libres, honnêtes et crédibles sans poser avant tout la problématique de la présence des forces étrangères sur le sol national qui nous enlève tout droit à de telle aspiration de souveraineté?

Il n'y a pas trop longtemps, soit aux mois de novembre 2010 et avril 2011, on invitait le peuple aux urnes ; mais qui en fait avait décidé le résultat de ces élections ; quand jusqu'à nos jours, personne ne sait avec quel pourcentage de voix, l'actuel président Michel Joseph Martelly a été qualifié pour participer au second tour des élections présidentielles ? Il nous faut avoir de la mémoire sans quoi nous serons condamnés à répéter les mêmes erreurs sinon ils continuent à nous faire faire de la même bêtise.

Martelly est issu d'une élection frauduleuse inégalée, une élection qui n'avait même pas un premier tour ; alors comment allons nous, nous en prendre pour faire la différence, pour agir autrement ? Ce gouvernement n 'a et n'aura aucune légitimité aux yeux du peuple. Nous ne pouvons pas organiser le pays avec le mal qui le ronge. Nous ne pouvons pas contourner les obstacles périlleux dressés par le régime contre toute solution politique véritable. Alors, il nous faut avoir conscience que quelque chose ne va pas, et qu'il faut le changer catégoriquement. Si nous ne sommes pas conscients de tous ces blocages, nous passons pour être comme un malade qui quoique connaissant l'état fragile de sa santé, continue à faire fi des véritables médicaments capables de le guérir, d'où une sorte de suicide volontairement programmée.

On ne pourra jamais s'attendre à aucun miracle ni espérer qu'avec ce gouvernement de Lamothe-Martelly, des mirages peuvent se transformer en des réalités politiques concrètes et sérieuses. On peut tout demander à ce couple à la tête de l'exécutif, mais ils ne vous répondront que par ceux qu'ils sachent faire le plus, tel par exemple : propagande, bamboche populaire, pillage, corruption et tant d'autres. Bref, voici qu'on leur demande depuis belle lurette des élections, mais ils ne savent comment s'y prendre pour s'en sortir, au point de nous accoucher un Collège transitoire du Conseil Electoral Permanent (CTCP), scénario non prévu par la Constitution du pays. Vu que ce n'est pas de leur projet, ils se font même prendre la main dans le sac après la correspondance avec leur patron Joseph Biden.

Alors que, pourtant ils projettent déjà leur point fort, ce à quoi ils sont le plus capables : la tenue du carnaval des fleurs à Port-au-Prince pour les 28, 29 et 30 juillet 2013 prochain. Pour eux, c'est tout ce que les masses populaires désirent pour vivre. Voilà pourquoi, ils s'en foutrent du chômage, de la misère, de la pauvreté livrant le peuple affamé, déguenillé à vivre sous le poids du mépris et des humiliations de la bourgeoisie.

Donc, il nous faut coûte que coûte sortir de ce cercle vicieux ; et si nous décidons de rompre avec le passé, un sursaut de redressement est nécessaire mais ne saurait se faire à travers simplement des élections. A la vérité, les élections sont sincèrement une étape nécessaire pour un pays qui fonctionne qui sort du point A pour aller au point B. Mais depuis le coup d'état de 1991, ajouté à celui de 2004, à quel point en sommes nous à présent ?

La réalité veut, que ce ne sont pas les élections qui vont changer les choses. Si l'appareil d'état est malade, pourri à ce point, comment allons nous faire pour organiser des élections ? Le moteur de l'appareil étant en panne, il nous faut le changer par un effort de redressement national. Donc, un changement de mentalité soutenu par des vertus comme par exemple « l'honnêteté, la solidarité, le patriotisme et la foi révolutionnaire » ne peut être que le meilleur remède pour une vie nouvelle saine pour jeter les bases d'une économie nationale indépendante.

Si le moteur est en panne, et que au lieu de le changer, l'on persiste dans le contraire, en continuant d'utiliser le moteur endommagé, c'est preuve qu'en bloc, on n'a pas la volonté créatrice réelle pour mettre le pays sur les rails du progrès et du développement. De tels comportements ne relèvent que de la politique-fiction. D'autant que le pays est sous occupation, comment allons nous donc nous attendre à des élections libres, honnêtes et crédibles quand ce sont les mêmes ennemis du peuple haïtien qui vont financer les élections. N'est il pas vrai que qui financent, commandent !

Sans l'esprit révolutionnaire et de la confiance en ses propres efforts pour le changement, en organisant et en mobilisant les masses populaires dans l'application d'une orientation de lutte permanente contre ses ennemis de classe et les forces impérialistes, on n'aurait pas foi en ses propres forces et on ne s'efforcerait pas de mettre en valeur les ressources intérieures ; par conséquent il serait impossible d'avancer et nos problèmes resteront sans aucune solution.

Vive la lutte constante des peuples frères de Cuba, du Venezuela, de la Bolivie, de l'Equateur et de tant d'autres ! Est-ce que nous autres haïtiens, n'aurions nous pas aimé être parmi ce groupe de pays ?

HAITI LIBERTÉ

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

Canaan : l'immense bidonville de la reconstruction coûtera « des centaines de millions »

2ème partie

Par Ayiti kale je

Tous ne sont pas satisfaits
« Aby » Brun, le président de NABATEC, n'est pas satisfait. Au début, M. Brun a affirmé que lui et NABATEC espéraient que le gouvernement et les principales instances de reconstruction interviennent pour évincer les squatters et les résidants du camp, ou au moins qu'ils rendent permanents les abris temporaires afin qu'Habitat Haïti 2020 puisse voir le jour.

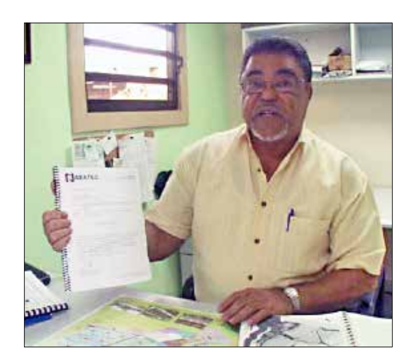
Pendant ce temps toutefois, M. Brun déplore le fait que le gouvernement Martelly ait décidé de suivre la même logique abusive et de saisir deux autres lots des terrains de NABATEC pour construire, à la jonction des autoroutes 9 et 1, une usine de traitement de déchets sur ce qui devait être un parc industriel ; puis en face, construire les bureaux du Comité olympique haïtien. Selon M. Brun, ces deux lots sont évalués par la Direction Générale des Impôts (DGI) à 10 millions $US.

Au fil des mois, les partenaires de NABATEC, dont certains font partie des familles haïtiennes les plus riches, ont compris que leur projet ne serait plus réalisable.

« Le pays a perdu une grande occasion, affirme M. Brun. J'ai passé 16 ans à travailler à ce projet. »

Aujourd'hui, NABATEC veut être indemnisée, en vertu du droit et de la Constitution. La compagnie a soumis ses dossiers à la DGI et aux trois ministres des Finances qui ont été en poste depuis que les terres ont été déclarées « utilité publique ».

« La dernière rencontre de 'rappel' s'est déroulée sous Marie-Carmelle Jean-Marie, il y a environ trois mois », poursuit-il.



Gérald Emile « Aby » Brun, architecte et président de NABATEC S.A., détient une facture soumise à la Direction Générale des Impôts (DGI) pour plus de 19 millions $US. NABATEC est le propriétaire de la plupart des terres sur lesquelles sont érigées le camp Corail-Cesselesse et les zones telles que Canaan, Jérusalem et ONAville. *Photo: AKJ*

Mme. Jean-Marie a démissionné en avril, apparemment pour des divergences d'opinion à propos d'une série de contrats sans appel d'offres et d'autres dépenses. Au total, si le gouvernement remboursait NABATEC pour ces terres et celles présentement occupées par les camps et les squatters, NABATEC obtiendrait 64 millions $US. « Nous avons soumis tous les documents et les titres, expliquait M. Brun en mai. Dans les conversations, ils ont dit 'Oui, nous reconnaissons que ce sont vos terres' et ils ont dit qu'ils allaient nous payer, mais… il n'y a rien d'écrit."

Pour pouvoir confirmer ce qu'avance M. Brun, AKJ a transmis une douzaine de demandes d'entrevue aux dirigeants de la DGI, par écrit et en personne, sur une période de trois mois. Finalement, en février 2013, Raymond Michel, qui dirige le bureau du domaine de la DGI, a promis à AKJ une entrevue, en faisant remarquer : « Ce dossier est de nature très, très délicate. » Il a fait faux bonds.

Entretemps, M. Brun s'impatiente. NABATEC est ouverte à l'idée de négocier, mais la compagnie pense également poursuivre, pour « atteinte au droit de propriété », le gouvernement et les agences humanitaires qui continuent de lancer des projets à Corail ou qui aident les squatters dans les régions autour des camps. « Ça fait déjà trois ans, fait-il observer. Je comprends les difficultés que traversent ces gens sans maison ni travail ni écoles… mais ça ne donne pas à la mafia ni aux escrocs le droit de profiter de leur détresse pour s'enrichir, pendant qu'on n'a rien. »

A la recherche de l'argent de, et pour, la terre promise
Tandis que NABATEC plaide auprès du ministère des Finances et de la DGI pour obtenir compensation, une autre aile du gouvernement haïtien est à la recherche de fonds, mais non pour dédommager les propriétaires.

L'UCLBP espère plutôt prendre la place de NABATEC et bâtir son propre projet : l'urbanisation d'environ 500 hectares pour loger une population de 100 000 âmes. Selon M. David, l'avant-projet est déjà prêt, grâce à la firme canadienne IBI/DAA et à l'haïtienne SODADE. Quand on lui demande le prix du projet, l'architecte refuse de donner un prix et ajoute qu'il n'a pas été soumis à un appel d'offres. Il a plutôt été annexé à un autre projet déjà en cours chez IBI/DAA, qui bénéficie souvent des contrats gouvernementaux. « C'est un projet parfait. Il comprend des routes, un système de distribution d'eau et des installations sanitaires »,

Suite à la page (14)

Fanmi Lavalas met le cap sur les élections !

Par Yves Pierre-Louis

A la Fondation Dr Aristide pour la démocratie sise à Tabarre, une réunion de travail a eu lieu le samedi 22 juin 2013 avec des représentants des dix (10) coordinations départementales de l'Organisation politique Fanmi Lavalas dirigée par la coordonnatrice du Comité exécutif de l'Organisation, Dr Maryse Narcisse, en présence des membres du groupe consultatif, de la commission électorale, des conseillers et d'autres membres de l'Organisation. L'objectif de cette réunion ouverte était de faire le bilan de l'avancement des instances départementales vers le processus électoral. C'*était également une occasion de dégager de nouvelles stratégies pour engager ce processus et de discuter sur un ensemble d'activités de l'Organisation politique.*

Après des heures de discussion et mise au point sur le renforcement et l'institutionnalisation de l'Organisation, la coordonnatrice a fait une déclaration à la presse. Elle a fait savoir que Fanmi Lavalas entend la souffrance du peuple haïtien. C'est pourquoi au niveau de Fanmi Lavalas, « Nous prenons très au sérieux quant à la question des élections. La mission de Fanmi Lavalas est d'apporter l'appui aux revendications du peuple haïtien, surtout le phénomène de la vie chère et d'autres problèmes sociaux. Nous voulons construire une organisation politique solide, capable d'apporter une solution aux différents problèmes de la population, victime d'exclusion et d'injustice sociales. Nous sommes prêts à participer aux élections et Fanmi Lavalas croit que les élections doivent être organisées d'ici la fin de l'année 2013. » a déclaré Maryse Narcisse.

Et, du côté des participants,



Maryse Narcisse

la déclaration de la coordonnatrice a été applaudie par des cris de joie : *« Elections Oui, Coup d'Etat NON ! Elections Oui, Assemblée constituante NON ! Nous n'allons pas abandonner la bataille, la victoire finale sera de notre côté. »*

Dans la foulée, d'autres activités ont été également prévues au niveau de Fanmi Lavalas dans le cadre du renforcement de l'organisation. Du 11 au 14 Juillet, il y aura une université d'été de Fanmi Lavalas et le 15 juillet ce sera l'anniversaire du leader du mouvement Lavalas, Jean Bertrand Aristide.

Donc, neuf (9) années après le coup d'Etat-kidnapping contre Fanmi Lavalas, on se prépare à participer aux élections afin de reconquérir le pouvoir, non seulement pour apporter une amélioration dans les conditions de vie de la population, mais également le changement nécessaire dans la société haïtienne. Après plus de 200 ans d'indépendance, le peuple haïtien attend toujours de véritables transformations dans la structure sociale tant sur le plan politique qu'économique. Pour opérer ce changement, on a besoin d'une organisation politique d'avant-garde bien structurée, disciplinée et forte.

Un paysan assassiné à Baptiste par un agent de la PNH

Par Jackson Rateau

Au mi-journée du vendredi 21 Juin dernier, dans le quartier de Baptiste, commune de Savannette, bas Plateau Central, un agent de la PNH du nom de Jacques Sénoble a lâchement abattu Jean Claude Charles, 25 ans, un paysan originaire de la dite localité.

Selon ce qu'ont témoigné les riverains, le policier Sénoble a délibérément déchargé son arme sur le jeune Charles, alors qu'il l'avait appréhendé sans un motif valable.

Telle une réponse à ce crime crapuleux de la part de la PNH, les paysans de Baptiste ont pris d'assaut le sous commissariat et l'ont rasé à plat. Les policiers qui y sont attachés ont eu le temps de prendre leur jambe à leur cou.

Le soir du même jour (vendredi 21 Juin), les agents de la PNH attachés au commissariat de Mirebalais qui se sont hâtivement rendus sur les lieux, ont rétabli le calme à Baptiste.

Outre la corruption qui gangrène l'institution policière d'Haïti PNH, les policiers qui sont entraînés par les forces étrangères ou forces ennemies d'Haïti, se comportent comme les casques bleus de la MINUSTAH, donc, de véritables bourreaux de la population haïtienne. Aucune différence entre ces policiers et les anciens soldats des défuntes Forces Armées D'Haïti (FADH).

Insécurité: 5 personnes tuées au marché de Carrefour Péan

Il était environ 11 heures du matin, le dimanche 23 juin 2013 quand un groupe de bandits légaux ont ouvert le feu sur la population vaquant paisiblement à ses activités quotidiennes. Le bilan de cet acte de barbarie s'est soldé par 5 morts et 2 blessés par balles. Les personnes sont ainsi connues du marché situé entre les quartiers populeux de Saint-Martin et Solino, au nord de la capitale haïtienne : Loulou, Pape, Jackson, Gregory et un autre inconnu. Les 2 personnes blessées sont identifiées comme étant une commerçante et une acheteuse.

Selon les témoignages recueillis sur place par un reporter de Haïti-Liberté, les 5 personnes tuées travaillaient au marché pour le compte d'un certain Tilifet, un employé de la Mairie de Port-au-Prince et chef de la base dénommée : « Baz Egare » dont le quartier général se trouve à la rue Saint-Martin. Ils ont l'habitude de sécuriser et de nettoyer le marché. Ils perçoivent également un montant de 5 gourdes et plus des commerçants comme contribution deux fois par semaine, le jeudi et le dimanche. Ils sont enfin tombés au moment où ils étaient en train de percevoir ces « impôts. »

Depuis un certain temps, la population de divers quartiers populeux de la capitale et de ses environs constate que des bandits légaux opèrent jour et nuit, semant ainsi le deuil dans les familles en proie déjà à toutes sortes d'injustices. Au Bel Air, a Cité Soleil, c'est la même situation d'insécurité qui règne un peu partout. Certains disent que cette situation qui sévit dans des quartiers populeux est une stratégie du pouvoir kaletèt de Martelly –Lamothe pour intimider la population et l'empêcher de se soulever contre les mauvaises conditions de vie et la cherté de la vie.

Par ailleurs, un jeune garçon âgé de 25 ans, Gilbert Jean-Charles a été sommairement exécute par le policier Jacques Senoble au sous-commissariat de la localité de Baptiste situé dans la commune de Belladère au Centre du pays. La population indignée du crime odieux a envahi le sous-commissariat et tous les policiers qui s'y trouvent ont vite vidé les lieux.

Dans la foulée, l'un des porte-parole de la Police Nationale d'Haïti (PNH), Gary Desrosiers a dressé le bilan des opérations menées par des agents de l'institution policière pour la première quinzaine du mois de juin, Au moins 95 victimes d'actes d'insécurité grandissante ont été enregistrées. Des drogues dealer arrêtés dont le policier, Olguaire François attaché aux services des VIP du pouvoir tètkale.

Par surcroit, le dernier bilan du Réseau National de Défense des Droits Humains (RNDDH) démontre très clairement que les cas d'insécurité et de criminalité ont considérablement augmenté au cours de ces deux dernières années. Et que les droits sociaux et économiques de la population haïtienne ont été constamment et systématiquement violés de 2012 à 2013. Selon le RNDDH, 1041 personnes sont mortes d'actes d'insécurité dont 1016 dans la capitale. La plupart des victimes ont été tuées par balles. Les accidents de la circulation ont fait149 morts. L'insécurité et la criminalité se transforment aujourd'hui en violences structurelles à cause de l'indifférence et le mépris des autorités étatiques. Le droit à la vie qui constitue le fondement des droits de l'homme est constamment violé par les autorités du pays, on est en face d'un Etat délinquant actuellement en Haïti.

Nicolas Maduro a visité Haiti!



L'arrivée de Maduro à Port-au-Prince ?



Maduro en Haiti



Maduro recevant les honneurs militaires

Par Isabelle L. Papillon

Sur les pas de son prédécesseur, Hugo Chavez Frias, un grand ami du peuple haïtien qui avait foulé le sol d'Haiti en 2007, l'actuel président du Venezuela, Nicolàs Maduro vient d'effectuer une visite de quelques heures sur le sol Dessalinien en signe de mémoire de solidarité avec la visite de Miranda à Dessalines et celle de Bolivar à Pétion où ils avaient reçu de l'aide pour aller lutter contre le colonialisme espagnol d'alors. Il est arrivé aux environs de 2 h de l'après-midi, accompagné de son épouse Cilia Flores, de plusieurs Ministres et de grandes personnalités de son Gouvernement.

Sa visite rentre non seulement dans le cadre historique des deux pays, mais de plus à celui de la Coopération haïtiano-Vénézuélienne grâce aux fonds PetroCaribe qui représentent aujourd'hui 94% des

Suite à la page (14)

A quand la tenue des élections sénatoriales partielles, municipales et locales ?

Par Francklyn B. Geffrard

La conversation, par téléconférence, déroulée le 20 Juin dernier entre le président Haïtien Michel Martelly et le vice-président Américain Joe Biden, semble avoir eu un certain impact sur le comportement du régime « Tet Kalé ». Jusqu'ici le gouvernement s'était toujours tu sur la question électorale. Suite à cette conversation avec le numéro 2 Américain, l'organisation des élections législatives partielles, municipales et locales semble devenir brusquement une priorité pour le pouvoir. Pourtant, c'est ce même pouvoir qui, volontairement avait omis de rapporter dans son communiqué relatif à cette conversation que les Etats-Unis avaient encouragé le régime à réaliser les élections à la fin de cette année dans le pays. Quel paradoxe !

Le régime se montre tellement préoccupé par les élections que le chef du gouvernement multiplie les rencontres avec les membres de l'organisme d'exception chargé d'organiser ces élections, le Collège Transitoire du Conseil Electoral Permanent (CTCEP). En moins d'une semaine, le premier ministère Laurent Lamothe s'est entretenu trois (3) fois avec les conseillers électoraux et d'autres secteurs impliqués dans l'organisation des prochaines élections. Laurent Lamothe a même annoncé le décaissement de 300 millions d'une enveloppe totale de 600 millions de gourdes pour la mise en branle du processus électoral. Dans des déclarations faites en marge d'une rencontre le 24 Juin 2013, Mr. Lamothe a laissé entendre que « les élections sont incontournables et prioritaires pour le gouvernement.»

Il semble avoir compris finalement que, ne pas organiser les prochaines élections risque d'avoir des conséquences significatives sur sa carrière politique. Dans l'entourage du pouvoir, Laurent Lamothe est présenté comme le futur candidat à la présidence du clan ou un des clans « Tèt Kalé ». Reste à savoir, s'il a déjà reçu la bénédiction de son copain Michel Martelly qui, vraisemblablement voudrait désigner son dauphin dans l'objectif de préparer son retour au pouvoir. Rien n'est encore joué ni pour l'un ni pour l'autre. Les élections législatives partielles auront valeur de test pour le pouvoir en place. Et même si le régime bénéficie encore du soutien d'un secteur puissant de la communauté internationale, il n'a pas droit à l'erreur. Il doit donc éviter d'organiser des élections frauduleuses pour ne pas entrainer le pays dans une crise électorale permanente.

Les déclarations de Joe Biden lors de cette conversation par téléconférence qui a apporté une bouffée d'oxygène au régime après maintes tentatives de rencontrer le chef de la maison blanche, Barack Obama, semblent avoir donné un coup d'accélérateur à la question électorale en Haïti. Cependant, aucune date n'est toujours retenue pour la tenue de ces joutes qui devaient avoir lieu depuis la fin de l'année 2011. Les autorités gouvernementales et électorales ne parlent que de l'organisation prochaine des élections. Le flou est total quant à la date du scrutin. Cette attitude est très similaire à cet écriteau que l'on voit dans les petites boutiques où il est dit, « Pas de crédit aujourd'hui, demain oui. » En fait, il n'y aura jamais de crédit, car à chaque jour, il y aura toujours un demain. Quand on dit que les élections auront lieu prochainement, même si elles tiennent dans six ou 12 mois, ce sera toujours prochainement. Jusqu'ici, la seule petite avancée concrète accomplie dans le cadre des préparatifs en vue de la réalisation des prochaines élections serait l'élaboration de l'avant-projet loi électorale qui sera transmis aux différents secteurs du pays aux fins d'analyse avant d'être acheminée au parlement pour ratification.

Dans tout pays qui se respecte,



Laurent Lamothe et le président du CTCEP, Emmanuel Ménard

les élections constituent un acte de souveraineté nationale. C'est le processus par lequel les peuples choisissent leurs dirigeants. Depuis plusieurs années, de nombreux secteurs dénoncent l'ingérence étrangère dans les affaires internes du pays. Ils vont jusqu'à dénoncer la dépendance du pays par rapport aux étrangers notamment pour le financement du budget national et du processus électoral. Ils estiment que les élections sont trop onéreuses et qu'il fallait opter pour d'autres formules plus adaptées aux réalités socioéconomiques du pays. Aussi paradoxal que cela puisse paraitre, ce sont ces mêmes secteurs qui souhaitent que les puissances étrangères exercent plus de pression sur le régime Martelly/Lamothe pour l'organisation des élections à la fin de cette année. Haïti est un pays où les paradoxes sont normaux ! C'est comme si quelques uns des secteurs ne voudraient pas assumer leurs responsabilités vis-à-vis du peuple.

A entendre les responsables gouvernementaux et électoraux, on aurait l'impression que les choses vont vite. Mais l'impression seulement. Car les dirigeants haïtiens ont une réputation de chronophage. En fait, ils savent jouer sur le temps, même quand le temps jouerait contre eux. Ils ne se gêneront pas de faire trainer le processus en longueur. Il faudrait être naïf seulement pour ne pas remarquer que les autorités parlent de la question électorale sans pourtant lancer le processus électoral proprement dit. Ils ont déjà trouvé, sans doute, la formule qui leur permettra de faire passer le temps pour que le processus électoral ne bouge même pas.

C'est déjà intéressant que le CTCEP cherche à recueillir le point de vu de différents secteurs de la vie nationale autour de la proposition de l'avant-projet loi électorale. En raison de son déficit de légitimité constitutionnelle, il est normal que le CTCEP tente d'impliquer tout le monde. Il veut sans doute s'assurer qu'à la fin, il ne sera pas le seul à être blâmé si les choses tournent mal. N'est-ce pas intelligent ? Cependant, une chose est certaine ; cette démarche, quoique positive, risque aussi de faire ralentir le rythme d'un processus qui piétine depuis près de deux ans. D'abord, le document de la future loi électorale sera envoyé aux secteurs concernés pour recueillir leurs avis et recommandations. Ensuite, il sera transmis au parlement pour ratification. Les parlementaires prendront certainement du temps pour bien analyser le texte avant de l'entériner, Après cette étape, le document sera acheminé à l'exécutif qui, s'il n'y fait pas d'objection, le publiera dans le journal officiel du pays, Le Moniteur. A ce moment, le document devient une loi.

Peu rassurés, de nombreux secteurs dont des partis politiques de l'opposition, des organisations de la société civile et des parlementaires continuent de dénoncer le manque de volonté de l'exécutif pour organiser les sénatoriales partielles, municipales et locales avant la fin de l'année. Ils disent attendre des signaux clairs de la volonté du pouvoir sur l'organisation des élections. Parallèlement, ils accusent le régime en place de vouloir rendre le parlement dysfonctionnel afin de constater sa caducité. « Ce serait un scénario catastrophe, » a réagi un responsable de l'initiative de la société civile, Rosny Desroches.

L'idée serait d'arriver à la mise en place d'une assemblée constituante dont la mission serait de rédiger une nouvelle Constitution avec toutes les conséquences qui en découlent. En réalité, quoique ce soit anti-démocratique, si le régime Tèt Kalé veut se lancer dans cette dangereuse aventure, rien ne l'en empêche. Le pouvoir dispose d'une majorité à la chambre et au Sénat. Tout ce dont il aura besoin, ce sera d'obtenir de ses supporteurs au parlement qu'ils ne se présentent lors de la séance d'ouverture de la session ordinaire de l'année législative du deuxième lundi de Janvier 2014. Mais, même avec l'appui de la communauté internationale, une telle opération risque de tourner court pour le pouvoir. On ne sait pas exactement de quoi l'opposition et les autres secteurs organisés du pays seront capables de provoquer en termes de troubles pour protester contre le régime.

Déjà, l'épreuve de force s'annonce entre le pouvoir et le parlement. L'exécutif se prépare à utiliser la loi électorale de 2009 pour constater la caducité du parlement le deuxième lundi de Janvier. Cependant, à la chambre et au Sénat, les parlementaires agitent le spectre de la mise en accusation du président. Toute cette bataille se déroule sur fond d'intérêts personnels. Le pays et la démocratie n'en tireront certainement aucun profit. La nation est donc l'otage de politiciens qui ne se soucient que de leurs intérêts de clan.

Parallèlement, le président du CTCEP, Emmanuel Ménard, annonce toute une batterie d'innovations dans la loi électorale, notamment le vote électronique, le vote des haïtiens de l'étranger, le vote anticipé pour vieillards et les personnes à mobilité réduites. C'est vraiment joli ! En fait, le CTCEP ne tarit pas de promesses. Rêve ou illusion ? En ce qui a trait au vote des haïtiens d'outremer, le CTCEP aura beaucoup à faire en termes de mise en place pour que cela soit effectif. Emmanuel Ménard n'a pas précisé qui pourra voter et comment. S'agira-t-il d'haïtiens déjà détenteurs de cartes électorales ? Procédera-t-on à l'émission de nouvelles cartes électorales pour ceux qui souhaitent voter aux prochaines élections? Ceux qui ont acquis une autre citoyenneté pourront-ils voter ? En fait le vote des haïtiens de l'étranger tel que conçu par le CTCEP est une équation à plusieurs inconnus.

La question du vote des haïtiens expatriés est trop importante pour être traitée de manière superficielle. Une clause dans une loi électorale ne suffit pas à résoudre ce problème. Le vote des haïtiens d'outre-mer devrait être un premier pas vers leur intégration et leur participation effectives dans la vie politique du pays. Mais on sait que la Constitution de 1987 leur impose certaines barrières. Aussi longtemps que les restrictions constitutionnelles demeurent, il sera difficile pour ces

Suite à la page (14)

Où est passé le kidnappeur Clifford Brandt ?

Par Fanfan la Tulipe

C'est arrivé dans l'après-midi du lundi 22 Octobre 2012, à Delmas 02. Un après-midi tranquille, ordinaire alors que la gent mafieuse de Port-au-Prince, ne se doutant de rien, vaquait à ses activités ordinaires, concoctant les plans macabres devant conduire au kidnapping de futures grosses prises, assorties de rançons de l'ordre du million et plus. Cet après-midi très ordinaire se changea en un après-midi pas mal extraordinaire lorsque les fins limiers de la PNH mirent la main à la patte de cassave de l'homme d'affaires Olivier Brandt qui ne s'attendait nullement à ce qu'on le cassavât pour avoir fait kidnapper les enfants d'une autre famille de gros bourgeois, en l'occurrence les Moscoso. La cassavade eut lieu dans l'entreprise familiale spécialisée dans la vente d'automobiles de marque «Mazda

Il y eut plein de photos pour livrer à la vindicte d'un public effaré cette bête détraquée, ce jeune délinquant aux activités criminelles relevant du pathologique. Lors, les rumeurs avaient circulé que le «laboratoire», écoeuré par les macabreries, vagabonderies, sinistreries, sataneries de ce fils de la haute descendu si bas, serait intervenu pour demander à Clifford de lâcher prise. Si c'est vrai, comment ces laborantins ont-ils pu être au courant de l'existence de ce sulfate moscosotte ? D'étranges réactions chimiques doivent avoir lieu au sein de cette officine dont personne ne soupçonnerait jamais les réactifs potentiellement explosifs.

Toujours est-il que l'animal avoua son animalité, je veux dire sa culpabilité, au commissaire du gouvernement a.i. de Port-au-Prince, Me Gérald Norgaisse, qui déféra le dossier devant le cabinet d'instruction pour les suites légales à donner à l'enlèvement criminel des enfants Moscoso. Apparemment, « pour des raisons de sécurité », le parquet décida d'incarcérer le caïd Brandt et quatre autres caïdets, *kidonk* des suspects, à la prison civile de Carrefour. Le lundi 5 novembre Me Luckmane Délille, le nouveau Commissaire du Gouvernement confirmait que Clifford Brandt et 3 autres présumés complices, avaient été transférés de la prison de Carrefour à la toute nouvelle prison de la Croix-des-Bouquets, afin d'«assurer leur sécurité». De façon surprenante, l'énergumène fut placé «tout seul, dans une spacieuse cellule» (Vision 2000).

Le vendredi 1er février 2013, le commissaire du gouvernement, près le tribunal civil de Port-au-Prince, Luckmane Delille, faisait parvenir son réquisitoire définitif à la juge Gabrielle Domingue instruisant le dossier de Clifford Brandt, inculpé pour kidnapping et associations de malfaiteurs : «le parquet a demandé que tous [les personnes arrêtées] soient jugés». Le vendredi 8 février 2013, trois mois après la comparution de Brandt devant la juge d'instruction Gabrielle Domingue – durée légale de l'instruction – une ordonnance de Madame Domingue n'était pas encore disponible sous prétexte «du secret de l'instruction».

Le 11 mars 2013, la juge Gabrielle P. Domingue décida de renvoyer Clifford Brandt et dix-neuf de ses acolytes par-devant le tribunal criminel pour enlèvement suivi de séquestration contre rançon au préjudice de Nicolas et Coralie Moscosso, avec recommandation précise «qu'ils soient pris de corps et écroués au Pénitencier national s'ils ne s'y trouvent déjà», cette institution étant le plus grand centre de détention du pays. Sept des inculpés étaient, lors, en cavale.

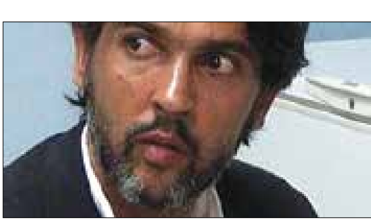
En date du 16 mars 2013, soit une semaine après la sortie de l'ordonnance, personne ne souhaitait indiquer si cette ordonnance de la juge avait ou non été exécutée, comme requis, y compris le commissaire Delille muet comme une tombe, alors qu'il revient au parquet d'assurer cette exécution. Apparemment, Brandt n'aurait jamais été incarcéré au Pénitencier national, et de façon présumée, il se la coulerait encore douce «tout seul, dans une spacieuse cellule» à la Croix-des-Bouquets.

Mais connaissant les accointances mafieuses présumées d'Olivier Martelly avec Clifford; vu le mutisme de la pierre du président Martelly sur l'affaire; considérant que deux greffiers affectés au tribunal de première instance de Port-au-Prince ont déjà été accusés de détourner des pièces relatives au dossier de Clifford Brandt, de voler trois mille huit cents dollars américains et sept mille cinq cents gourdes confisqués dans le cadre de cette affaire, et ont ensuite été placés en détention au sous-commissariat de police du Canapé-vert avant d'être transférés au pénitencier national ; et nous appuyant sur la maxime de Louis Joseph Janvier à savoir que notre pays est «un singulier petit pays», il y a lieu de s'interroger sur le présent statut de Clifford Brandt, son *dekiprevyen*.

On ne parle plus de lui. La presse semble l'avoir oublié alors qu'il s'agit d'une affaire gravissime impliquant de façon présumée de gros *zouzounn* de la bourgeoisie, des policiers, des proches du président Martelly y compris son fils Olivier. Les organisations dites de défense des droits de l'homme meurent leur poule et même leur coq après avoir eu des interventions «de principe» et porté de graves dénonciations à l'encontre de policiers hauts gradés qui seraient impliqués dans le gang [de Brandt] dont le chef de la CAT Team du palais national Marc Artur Phebe sans y donner suite. Quant aux représentants attitrés ou sans titres de la société civile, ils laissent voguer la galère sur un océan de corruption et de malversations à tous les échelons de l'Etat.


Clifford Brandt appréhendé par la police après avoué son crime


Le caïd «Ti Clif» méditant sur la «ténébrosité» de son crime


Visage d'un scélérat aux abois

Les mauvaises langues disent que «Ti Klifòd» ou encore «Ti Cli» dort chaque soir chez lui, à cause de la guerre moustiquante que lui font les bigailles de la Croix-des-Bouquets. La solitude des Bouquets étant une lourde Croix pour ses frêles épaules, et son fragile estomac de grand bourgeois ne s'accommodant pas de la gastronomie carcérale, le mec aurait été aperçu masquant son corps à quelques restaurants chic de Pétion Ville, tels Boukan Grégoire, Kinam, chez Gérard, La souvenance, selon des riverains soucieux de leur anonymat.

Est-ce qu'il aurait filé en République voisine après avoir été recommandé aux bons soins de l'influent sénateur Felix Baustista par la maisonnée présidentielle haïtienne abondamment aspergée d'eau bénite dollarée lors d'une pluie tombée du ciel magouilleur dudit sénateur ? Selon le journaliste Norluck Doranger, le PM Laurent le magnifique possède une villa huppée dans la zone de Punta Cana en République dominicaine où il se livrerait à «ses activités orgiastiques». Se pourrait-il que le Premier ministre ait donné «asile orgiastique» à un «néo-indien» d'une lignée pure souche? «Bacchanales de deux orgiaques en pays panyòl» pourrait être le titre d'un roman-fiction, un succès aux prochains Livres en folie.

Où se cache donc non pas L'oiseau de ces dames, qui ferait d'ailleurs peur aux mânes de Mona Guérin, mais plutôt le *malfini grandan* kidnappeur d'adolescents, dévoreur de chair jeune, car on ne sait combien de jeunes, combien d'enfants ses incisives de sanglier n'ont pas croqué avant la tentative de «châtrer» les deux Moscoso. Aurait-il fait une embolie pulmonaire qui aurait nécessité un vol de nuit piloté non par Saint-Exupéry mais par Marc Artur Phebe un aéronaute des prises nocturnes en échange de un million et demi de dollars parrainés par quelque *pitit prezidan* ?

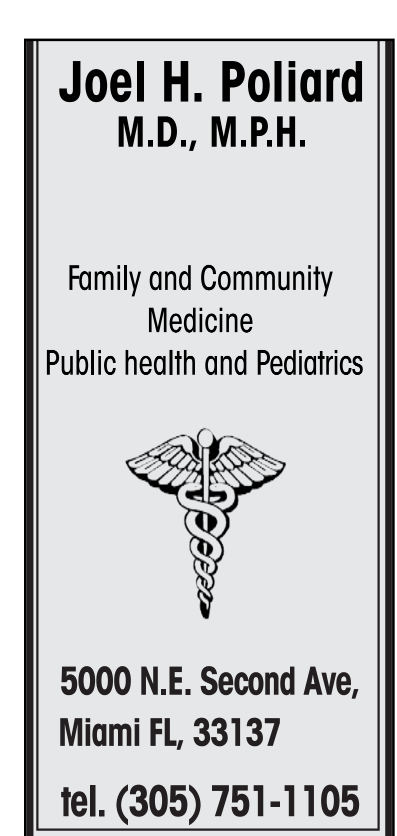
Le Nonce apostolique lui aurait-il donné asile kidnapique et bénédiction sans confession, in nomine Patris et Martellyi et Sofii Amen, en attendant de trouver un moyen sûr de le faire partir incognito vers une terre plus hospitalière? Va-t-il le vouer à la Vierge Marie refuge des pécheurs et consolatrice des affligés. Car si mes souvenirs m'accompagnent encore, l'Immaculée est le refuge des pécheurs, le lieu où même les pires des pécheurs, même ceux qui sont comme englués dans leur péché, ceux qui se sentent pourris jusqu'au plus intime d'eux-mêmes, peuvent goûter à l'absolue pureté et en retrouver le chemin. Il y a sûrement grand espoir pour le tandem Martelly-Lamothe.

La mafia cubano-américaine lui aurait-elle déjà ouvert ses portes pour accueillir un ami, un «frère consanguin de l'Est», un «néo-indien» ? On dit que la représentante cubano-américaine Ileana Ros-Lehtinen la fleur gusano-américaine de la Floride est avide de maffieux pour grossir les rangs des malfaiteurs opérant à Miami sous l'égide de la branche anti-cubaine du «laboratoire». Peut-être que les recettes d'un kidnapping nouveau style, style floridien, viendraient garnir les coffres servant à payer les pseudo-journalistes de Miami générateurs de mensonges et de *zen* pour salir la Révolution cubaine. Où est donc passé le kidnappeur Clifford Brandt ?

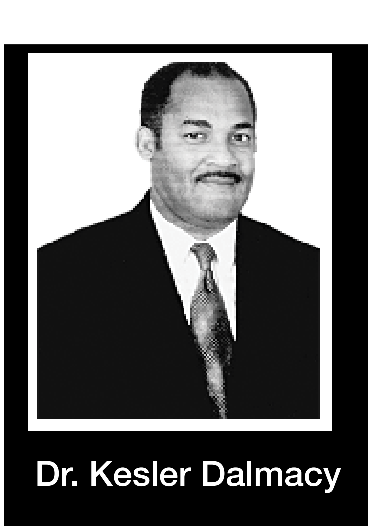
«Ti Clif » a-t-il filé sous les doigts des douaniers, déguisé en *monpè* ou en *monsenyè*, avec un faux passeport ? Le porte-parole de la présidence, le sirupeux Lucien Jura n'avait-il pas déclaré que la carte officielle de conseiller de Martelly retrouvée dans les attirails de Brandt saisis lors de son arrestation est un faux ? Le même faussaire créateur de fausse pièce d'identité faisant passer Ti Clif pour un conseiller du président a pu lui faire aussi un faux passeport. Pourquoi pas, Jura ? Le faux conseiller de Martelly, le numéro cinq dans la hérarchie mafioso-bourgeoise, juste avant Olivier Martelly, est-il peut-être allé en Colombie se mettre sous les ailes de quelque cartel, en attendant que la justice haïtienne, les médias, les défenseurs des droits de l'home, les types de la société civile, les politichiens oublient complètement qu'il est un kidnappeur dangereux ?

Au nom d'une vraie justice, au nom d'un vrai Etat de droit, au nom d'une éthique certaine gouvernant la société, j'interpelle le ministre de la Justice, le commissaire du gouvernement, le directeur général de la PNH, le Premier ministre, le président de la République et leur demande d'éclairer la lanterne de la nation.

Où est passé le kidnappeur de haut vol Clifford Brandt ?









Kisa k ap pase nan relasyon ant Ayiti ak Repiblik Dominikèn?



Se plis pase yon (1) milya 500 milyon dola vèt, Dominikani rantre chak ane nan echanj ak Ayiti. Se plis pase yon yon milyon ze yo vann ak Ayisyen chak jou



Fwontyè Ayiti ak Repiblik Dominiken

Depi kèk jou, gen yon pale anpil k ap fèt ant Ayiti ak Repiblik Dominikèn, 2 peyi ki pataje zile Ayiti a. Kisa ki lakòz pale anpil sa yo? Se yon maladi k ap touye moun lòtbò fwontyè a, yo rele grip H1N1, H5N1 e H5N2. Nan yon premye tan, lè otorite yo nan peyi Ayiti te tande maladi sa a ap touye moun nan Repiblik Dominikèn pa pil ak pakèt, san yo pa t pèdi tan, yo te pran yon mezi konsèvatwa, kote yo te entèdi yon seri pwodui kouwè ze, poul ak kèk lòt pwodui ki ka transmèt maladi sa yo bay lòt moun. Otorite pa bò isit yo te panse, jan bri a t ap kouri a, se te grip avyè H5N1 e yo te di maladi sa a se nan ze ak vyann poul moun ka trape l epi transmèt li bay lòt moun.

Donk, otirite ayisyen yo te anpeche pwodui sa yo travèse fwotyè a vin vann an Ayiti. Otorite dominiken yo te rele anmwe, paske mache ayisyen an ki reprezante 30 pousan ekspòtasyon yo, gen anpil enpotans pou yo. Se plis pase yon (1) milya 500 milyon dola vèt yo rantre chak ane nan echanj ak Ayiti. Se plis pase yon (1) milyon ze yo voye vann an Ayiti chak jou.

Prezidan dominiken an, Danilo Medina rale yon rapò Oganizasyon Panamerikèn Sante (OPS) te mete deyò pou di l pa gen grip avyè H5N1 nan Repiblik Dominikèn. Depi lè sa a, otorite dominikèn yo jwenn yon agiman pou yo fè konnen pa gen grip avyè nan peyi yo. Men pandan tan sa a moun kontinye ap mouri nan Repiblik Dominikèn ak nan fwontye Ayiti-Dominikani an. An Ayiti, yo deja anrejistre plizyè ka maladi sa a nan zòn Ansapit e gen yon moun ki deja mouri, savledi menm lè pa ta gen grip avyè H5N1 an, an Repiblik Dominikèn, men grip H1N1 an kontinye ap touye moun sou teritwa vwazen.

Kriz sa a ki genyen gwo konsekans sou sante popilasyon an mete gwo bouch louvri ant otorite 2 peyi yo. Repiblik Dominikèn se enterè pa l sèlman li wè, sante pèp ayisyen pa vle di anyen pou yo.

Otorite dominiken yo menase pou pran tout kalte desizyon kont Ayiti ak ayisyen yo k ap bat ladoba, k ap bourike pou po patat nan batèy yo sou tèritwa dominiken an, yo pa vle vann komèsan ayisyen yo lòt pwodui yo, yo fèmen fwontyè yo e yo fè Ayisyen yo tout kalte abi. Ansyen prezidan dominiken an, Hipolito Mejia, chèf Pati Revolisyonè Dominiken an (PRD) ekri yon atik nan yon jounal pou manke pèp ayisyen dega e li menm trete gouvènman ayisyen an engra, savledi moun ki pa sonje sa yo te fè pou li. Kisa zòt te fè pou Ayiti konsa pou l te gen tan ap repwoche l ? Junia Barreau, yon etidyan ayisyen nan inivèsite Kebèk nan peyi Kanada te oblije ekri yon atik nan jounal pou l mande si pa gen okenn ayisyen ki pou reponn ansyen prezidan Mejia. Politisyen ayisyen bòkote pa yo rete bèkèkè, si se te pou fè konplo ak koudeta/kidnapin pou kapote yon pezidan ki sòti nan eleksyon demokratik ou t ap gentan tande vwa yo.

Suite à la page (19)

Atchaba pou lang ak kilti lakay An n sove kilti ak lang kreyòl

Kreyòl la jounen Jodi antre nan mitan lang ki plis pale sou latè beni, ki donk « makwo lang ».Tankou tout lòt lang yo, li respekte tout prensip ki tabli pou yon lang vin lang tout bon vre. Ayiti pa sèl peyi sou latè kote yo pale kreyòl. Men, youn nan sa ki bay lang kreyòl ayisyen an tout fòs li, kèlkeswa kote w sòti an Ayiti, kèlkeswa klas sosyal ou, nou youn konprann lòt. Men se sitou nan kontèks kreyasyon an li pi enpòtan. Kreyòl ayisyen an anplis karaktè melanj la, nou dwe wè ladan'l tou koze rebelyon an. Se pou tèt sa lang sila-a makonnen ak vodou a. Gen yon rapò ralemennenvini ki egziste ant kreyòl la ak vodou a. Nan menm fason sa a, manman lwa peyi Ayiti a di : kreyòl se lang ki soude tout ayisyen, e li pousuiv pi lwen pou li fè Leta obligasyon pou genyen yon akademi lang kreyòl, sa ki poko janm fèt.

Tim Tim ? Bwa chèch!

Kreyòl an Ayiti se plis pase yon lang, nan sans yon zouti pou moun kominike; kreyòl ayisyen an se yon mwayen pou nou raple nou kiyès nou ye, kote nou sòti epi ki kote nou vle ale: Nou se kreyòl. Nou se senbòl rezistans pou limanite. Si nou raple nou sikonstans lang kreyòl la te kreye sou bout tè Papa Desalin nan, se te yon fason pou esklav yo te di yo refize tout sa ki sòti nan metwopòl la : relijyon katolik, kwayans tèt chat, lang ak kilti fransè degrenngòch , kout fwèt blan kolon malfèkte ak tout lòt imilyasyon.

Esklav sila yo ki te sòti an Afrik, nan plizyè tribi ki te pale plizyè lòt lang epi ki te gen plizyè mannyè diferan yo te konn viv, yo te deside met tèt yo ansanm pou di non ak sistèm kolonyal kraze zo a: Yo kreye lang kreyòl-la, lè yo pale, kolon Blan an pat ka konprann sa yo t ap di. Kidonk, lang kreyòl sa-a, se youn nan zouti ki te pèmèt nou bat lame Napoleon an pi fasil, paske se li ki te soude nou ; wi lè kreyòl pale, kreyòl konprann e lè sa a tout enperyalis ret bèkèkè.

Jounen jodi si nou vle sove Ayiti fòk nou revalorize lang ak kilti lakay. Wouch !A la bèl sa ta bèl jou nou ta wè Akademi lang ayisyen an ta kreye tout bon vre ! Se ta va fèt jou nou ta wè lòt. Mwen t'ap kontan wè y'ap delivre diplòm ki ekri an kreyòl nan inivèsite. Se ta va bèl bagay nèt pou n ta wè etidyan inivèsite Leta Ayiti tankou prive ap soutni memwa syantifik nan lang Chalmay Peralt la. Se lè sa a nou ta va di tout bon vre Viktwa a pou pèp la, paske desizyon sa yo se ta va nan enterè mas popilè a tout bon vre. Nou kwè gen gwo jefò ki pou fèt nan sans sa a, epitou se nan gwo tèt ansanm nou ka vanse pou pi douvan.

Enpòtans Lang ak kilti nan yon peyi

Kilti ak lang kapab tounen gwo tonton zouti pou dominen moun - tankou sa fèt nan sinema enperyalis la. Ladan yo, yo vann nou anpil valè pèpè, tankou taktik kriminèl, anseye mesyedam ayisyen nou jan pou yo vin atoufè, se sa feyton fè pibyen.

Konsa tou, yo konn itilize kilti ak lang yon peyi pou kwape fòs antipwogrè, ak diktati bout fè kèlke swa kote sou latè. Pèp kiben an te jwe sou sa anpil pou konbat diktati Batista a ; nou sonje wòl yon gran powèt tankou Jose Marti nan endepandans Kiba.

Nan ka pa nou, ka a grav anpil ; pa bò isit, pa gen ankenn jefò ki fèt pou sove kilti lakay. Pa menm nan lobjektif pou ta fè pèp la pran konsyans sou fason lap viv. Yo pa janm pale sou kreyasyon Akademi lang kreyòl la. Men sak pi bèl la, gen gwo chef k'ap dirije nou ki pa ka ekri kreyòl. Inivèsite Leta Ayiti a, ki ta dwe gen misyon pou bay bourad ak lang kreyòl la pa janm poze pwoblèm lang nan an Ayiti, yo dekouraje pwodiksyon syantifik fèt nan lang kreyòl la. Yo poko janm afranchi sou lide ki fè kwè si w pa pale fransè ou pa save. Nou rete kwè paka gen devlopman pyès san entegrasyon lang kreyol ayisyen an nan kom zouti ki soude tout pèp la.

Teyat lakay se zouti devlopman

Nou konnen Teyat se gwo zouti pou fè yon nasyon pran konsyans sou eta-l, li se yon glas ki pèmèt nou gade chak klas sosyal yo jan yo ye a. Men tou, yo itilize teyat ak sinema pou bay lang yo jarèt , epi tou pèmèt moun yo fè plis jefò pou pale ak chèche konprann youn lòt.

Jounen jodi se detwa ti gwoup teyat ki rete san estrikti, san mwayen ekonomik, san anyen menm. Ministè lakilti bwè pwa kanta repons sou kesyon teyat nan peyi a. Pèsonn pa ka bay repons sou kesyon pouki pa gen yon sal sinema an Ayiti. Se ak kè nan men nou konstate tout gran Sal Teyat ak sinema nan peyi Ayiti fèmen pou lè tipoul fè dan. Anplis li tris lè nou pa janm tande ankenn desizyon serye ki pran pou louvri sal sinema ak teyat an Ayiti. Pyès peyi paka vanse si konesans bat ba douvan politik.

Si n ap gade nou wè teyat, lang ak kilti makonnen youn ak lòt, pale sou youn se pale sou lòt. Nou kwè nan yon nouvèl Ayiti, men li paka posib si se pa an kreyòl li panse epi li pap janm ateri si se pa kreyòl ki panse li, sa vle di se pitit tè Ayiti ki pou panse devlopman yo nan tèt ansanm paske se la fòs yo ye. Tankou nou tout konnen l « kit li lajounen lap fè nwa, kit li lannwit la fè nwa… se antann poun antan nou ! ».

Pwoblèm ki poze an kreyòl, se an kreyòl pou nou rezoud li. Paske se kreyòl ki ka konprann kreyòl… kreyòl pale… kreyòl konprann !

Sandy LAROSE

Pour que renaissent l'humanisme et la solidarité!

Par Jose Clément

Le pays de Canaan est une région du Proche-Orient située entre la Méditerranée et le Jourdain. Canaan est aussi le lieu par excellence où Dieu avait ordonné à Moise de conduire les tribus d'Israël sorties d'Egypte après de très longues années d'oppression. Josué a réussi le pari de faire entrer le peuple de Dieu dans la terre promise, après quarante années dans le désert.

Canaan est aussi la terre promise de bon nombre de citoyens haïtiens qui cherchent un endroit pour se réfugier après trois longues années d'errance sous des tentes de l'humiliation, suite au tremblement de terre du 12 janvier 2010 qui a causé la mort d'environ trois cent mille (300.000) compatriotes. Le Canaan haïtien est également celui d'un rêve qui vraisemblablement a tourné au cauchemar. Cette manifestation est non seulement une réponse émotionnelle négative de l'esprit, mais aussi celle du désespoir, de la peur et de la tristesse.

Le Canaan haïtien est également le résultat de l'effondrement de l'Etat haïtien et d'une société démissionnaire où le chacun pour soi devient le leitmotiv fort à consonance discriminatoire. Une société à multiples vitesses où la haine, la vengeance, la révolte, la déshumanisation finissent par se frayer un chemin petit à petit. Il est aussi l'échec des institutions dites morales de ce pays face à la désagrégation du tissu social haïtien et la perte des valeurs morales et humanistes. Nous ne sommes pas sortis toujours de l'auberge après de longues conquêtes pour mettre fin au projet esclavagiste de l'Amérique par une Europe avide de richesses. L'esclavage sous une autre forme est en cours dans notre société.

Le Canaan haïtien c'est le symbole de l'incontestable échec de la Communauté internationale qui avait promis des milliards aux fins de reconstruction du pays, après le drame du 12 janvier. Toutes les rencontres et réunions programmées dans de grands hôtels pour parler d'Haïti et de sa reconstruction n'ont été que pure chimère. Au cours des réunions à n'en plus finir, le vin coulait à flot. Le caviar et le homard étaient devenus des plats favoris de ceux qui avec l'ex-président Bill Clinton en tête prétendaient aider Haïti à sortir de son mal développement. Le projet de reconstruction d'Haïti a également enfanté un monstre, celui de Canaan. Cette structure va devenir le plus grand bidonville de la région métropolitaine de Port-au-Prince avec déjà trois cent mille (300.000) personnes. Sans infrastructures sanitaires et routières, Canaan est devenu le nouveau pôle de développement en sens inverse aux yeux des responsables haïtiens qui n'ont pas su donner un contenu à leur discours et/ou leur propagande tous azimuts.

Situé dans les parages de l'Habitation Corail Cesseles dans la deuxième section rurale de Varreux, commune de la Croix-des-Bouquets, Canaan échappe au contrôle de la structure étatique avec une absence remarquée de services publics. La Mairie de la Croix-des-Bouquets existe à travers son annexe fait d'assemblage de containers. Cet espace était en quelque sorte pris en charge par des organismes humanitaires qui au fil des moments allaient céder leur place à des Organisations non Gouvernementales très limitées dans leurs actions à travers des programmes de distribution d'eau potable, de shelters (abri provisoire), produits non alimentaires etc. Des structures locales sont présentes pour tenter d'apporter en vain une réponse aux divers problèmes auxquels font face les habitants de Canaan.

Avec pour point d'encrage l'exclusion, la classe dirigeante haïtienne n'est pas encline à participer à la construction d'un pays à l'intérieur duquel prendrait forme une société modèle respectant les normes et principes de base qui régissent le fonctionnement de tout groupement humain. Ni la révolution industrielle, ni non plus celle des technologies de l'information et de la communication, n'ont guère d'influence positive sur la société haïtienne au point que son évolution fait l'objet d'une courbe descendante, contrairement aux autres sociétés qui font de grands bonds en avant. Aucune société ne peut prétendre vivre en autarcie, à l'heure du village global. Malheureusement, nous sommes encore tributaires des carcans de la société esclavagiste et dominatrice résultante de la colonisation du 18eme siècle. Nous reproduisons au quotidien les réflexes rationnels des maîtres-colons dans les habitations. Il s'agit d'un héritage lourd de conséquences avec des schèmes de pensée qui nous font prisonniers de nous-mêmes. "Il nous est possible en modifiant les schèmes de pensée de transformer notre vie", écrit Louise M Hay.

Au lieu de modifier des schémas de pensée dysfonctionnels à travers des thérapies comportementales et cognitives (1), les haïtiens s'enlisent davantage dans de véritables labyrinthes. Nous ne sommes plus des esclaves avec pieds et mains liés par des chaines. Pourtant, nous le sommes encore et surtout par notre pensée, nos agissements, nos errements, notre façon de penser, nos luttes fratricides pour le pouvoir politique etc… Nous sommes une société clanique ou mieux encore de tribus où les intérêts en jeu divergent ou priment au gré des conjonctures. L'intérêt collectif fait place à l'intérêt particulier. En ce sens, la classe dominante n'a aucun intérêt à œuvrer pour l'émergence d'une société avec des interactions avec la classe intermédiaire et celle des désœuvrées. Au contraire, il faut pérenniser le système d'exploitation de l'homme par l'homme à prédominance bourgeoise secondée en sous-mains par des éléments de la classe moyenne avides de pouvoir et de richesses.

Les bidonvilles en éruption

Suite à la page (16)



Le Canaan haïtien est également le résultat de l'effondrement de l'Etat haïtien et d'une société démissionnaire où le chacun pour soi devient le leitmotiv fort à consonance discriminatoire. L'annexe de la Mairie de Croix des Bouquets à Canaan



Le Canaan haïtien c'est le symbole de l'incontestable échec de la Communauté internationale qui avait promis des milliards aux fins de reconstruction du pays, après le drame du 12 janvier

LETTRE OUVERTE A LA NATION des PARLEMENTAIRES POUR LE RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL (PRI)

Par les députés Sadrac Dieudonné et Clément Dupner

Peuple haïtien,

Il est dans l'histoire des peuples de moments marqués à l'encre écarlate du sublime et d'autres cochés de la balafre méprisante du déshonneur. Comme il survient dans la chronique des régimes politiques des heures d'exaltation délirante et des jours de sombre déchéance. La Nation haïtienne – et le monde entier par la magie de l'audio-visuel – viennent d'assister, le 14 mai 2013, à une effroyable imposture qui a rassemblé sur une estrade en plein air des thuriféraires législatifs défilant devant le pupitre de l'Exécutif comme devant une arche d'alliance de la désinvolture et du reniement de soi.

Quel patriote n'a pas ressenti la morsure lancinante de la honte à l'audition de certains élus du peuple bavant d'admiration et prodigues de louanges indues à l'endroit du Président avec qui ils partagent pourtant l'exercice de la souveraineté populaire ! Quel électeur jaloux de sa dignité et de son orgueil n'a pas rougi au spectacle de ce prosélyte se prosternant devant le fondateur de la religion nouvelle bâtie sur la démagogie, la manipulation de la crédulité des masses, la fatuité et le mensonge !

Le groupe PRI se sent profondément humilié devant cette démonstration scandaleuse de flagornerie publique des collègues qui se sont volontairement embauchés à la propagande d'un Pouvoir qui ne cache pas sa volonté de vassaliser le Parlement au profit d'une oligarchie engagée allègrement dans un détournement effréné des ressources de l'État et une ponction étourdie du sang du peuple.

Le groupe PRI ne se lasse pas d'agiter la sonnette d'alarme pour attirer l'attention sur les dérives et les dommages qui menacent la bonne santé du pays et de la République. Il ne se lasse pas de rappeler aux Parlementaires que les projets exécutés dans leur département ou leur circonscription ne sont inscrits au budget que grâce à leur choix et à leur vote souverain. En aucun cas, cette enveloppe communale ne doit être perçue comme une obole du prince, ni constituer une monnaie d'échange ou la rançon de la trahison ou la facture d'une allégeance politicienne.

La République démocratique, qui s'instaure patiemment et douloureusement au pays de tous les arbitraires, est le haut lieu de l'équilibre des Pouvoirs, un équilibre fondé sur les principes immuables et inviolables de la séparation et de l'indépendance des Pouvoirs. Pas de délégation, ni d'abdication, ni de démission. C'est par le contrôle parlementaire que « le pouvoir arrête le pouvoir », que le Législatif peut bloquer les débordements de l'Exécutif enclin depuis quelque temps aux dépenses somptuaires au mépris de l'abyssale misère du peuple.

Le peuple souffrant peut-il espérer obtenir un contrôle rigoureux de la part de Parlementaires à ce point redevables envers le gouvernement qu'ils se sont avilis à en dresser un bilan flatteur, à le remercier d'avoir condescendu à leur accorder des faveurs particulières et même à s'agenouiller devant son autel pour recevoir sa bénédiction et une eucharistie de la connivence ou de la complicité ?

Il est encore temps pour nos honorables collègues de se ressaisir. Il est souhaitable, certes, en régime semi-parlementariste, que le gouvernement dispose d'une majorité pour supporter son programme et son agenda législatif. Mais il incombe impérieusement à cette majorité de cheminer dans cette alliance l'échine droite et la tête altière et, au besoin, de rappeler ses partenaires au respect de l'ordre républicain, chaque fois que ces derniers seraient tentés d'apprivoiser ou de domestiquer le Corps législatif par les fulminations grincheuses de l'intimidation ou par les flamboiements séduisants et perfides de la corruption.

En toutes circonstances, le Parlementaire se doit de rester digne et fier de son statut et fermement attaché à la défense des intérêts supérieurs de ses mandants et de la nation. En aucun cas, il ne doit renoncer à ses attributions au profit d'un autre pouvoir ; en aucun cas, il ne doit se ravaler à la propagande d'un Exécutif qui pratique l'autocratie dans toute sa splendeur, qui privilégie la théâtralité et la dimension ludique du pouvoir et qui refuse obstinément de se soumettre au contrôle parlementaire.

Le groupe PRI lance aujourd'hui un appel pathétique pour un sursaut de la conscience parlementaire et républicaine. Il espère que la barre de ce laisser-aller morbide sera redressée d'un côté comme de l'autre, en vue de reconquérir l'image de dignité du parlement haïtien et de recouvrer l'appréciation de ceux qui nous ont fait l'honneur de les représenter.

Que l'Éternel Dieu nous guide dans la bonne voie !

Sadrac Dieudonné
Député
Président

Clément Dupner
Député
Porte-parole

Port-au-Prince, le 24 juin 2013

Bousso Dramé : Un bel exemple de caractère

Par J. Fatal Piard

Depuis des lustres l'empire, du haut de ses préjugés de race, n'a jamais raté la moindre occasion pour humilier les noirs. Qui pis est, certains noirs tels Magali Comeau Denis et ses comparses du Collectif Non prêtent toujours le flanc à ces situations qui les diminuent à leur plus simple expression.

L'empire a mis en place toute une stratégie visant à dissuader des millions de gens de vivre dans leur propre pays. Ces stratégies passent bien des fois par la déstabilisation, par le chambardement et même par la guerre civile. Nous pouvons mentionner entre autres le cas du Mali, où les soldats français expérimentent leurs dernières techniques de tortures et de sauvageries.

En Iraq, en Afghanistan et en Haïti depuis juin 2004 l'international et les Etats Unis tout particulièrement ont mis en œuvre leur capacité de chambardement pour renverser un gouvernement élu. La catastrophe GNB qui a conduit à l'occupation d'Haïti suffit amplement pour étayer notre thèse.

Si la discrimination continue d'être l'instinct de base de l'homme blanc au point de devenir symptomatique, mais ça ne passe pas à tous les coups. Le cas de Madame Bousso Dramé est un bel exemple à suivre qui vient de prouver le contraire. Lauréate du concours National d'Orthographe Madame Dramé a catégoriquement refusé le visa de la France à cause du comportement inhumain, dégradant et malhonnête du consulat de France !

C'est pour nous l'occasion propice d'exhorter tous ceux et toutes celles qui tiennent encore à leur statut d'homme ou de femme digne de ce nom de suivre à la lettre ce bel exemple mémorable. C'est une preuve de grand courage de la part de Madame Dramé qui a su cracher ses mépris aux visages hideux des membres du consulat de France au Sénégal.

Dans une correspondance adressée au Consul Général, et au Directeur de l'Institut Français du Sénégal, [en date du 20 juin 2013], Madame Bousso Dramé tenait à clarifier sa position en tant que citoyenne sénégalaise qui tient encore à sa dignité. Elle a décidé de porter haut et fort un message qui lui tenait particulièrement à cœur. Nous souhaitons ardemment que ce bel exemple de caractère serve de point de départ à un soulèvement général contre le racisme, la discrimination, la ségrégation et même la xénophobie.

Madame Bousso Dramé était l'une des participantes en Avril dernier, au Concours National d'Orthographe 2013, organisé par l'Institut Français, dans le cadre des Prix de la Francophonie. Ce concours a réuni quelques centaines de candidats, âgés de 18 à 35 ans dans les Instituts Français de Dakar et de Saint-Louis ainsi que dans les Alliances Françaises de Kaolack et de Ziguinchor.

La correspondance :

A Son Excellence, Monsieur le Consul Général,

A Monsieur le Directeur de l'Institut Français du Sénégal,

«*Mon nom est Bousso Dramé et je suis une citoyenne sénégalaise qui, en ce jour, a décidé de prendre sa plume pour porter haut et fort un message me tenant particulièrement à cœur.*»

«*Par intérêt pour la langue de Molière, j'ai décidé de participer en Avril dernier, au Concours National d'Orthographe 2013, organisé par l'Institut Français, dans le cadre des Prix de la Francophonie. Le concours a réuni quelques centaines de candidats, âgés de 18 à 35 ans dans les Instituts*



La lauréate BoussoDramé

Français de Dakar et de Saint-Louis ainsi que dans les Alliances Françaises de Kaolack et de Ziguinchor.»

« *A la suite de joutes portant sur un extrait de L'Art Français de la Guerre d'Alexis Jenni, Prix Goncourt 2011, j'ai eu l'honneur d'être primée Lauréate dudit Concours. A ce titre, un billet d'avion Dakar-Paris-Dakar et une formation CultureLab en réalisation de film documentaire au Centre Albert Schweitzer m'ont été octroyés* », a-t-elle fait savoir.

Cependant, durant ses nombreuses interactions avec, d'une part, certains membres du personnel de l'Institut Français, et, d'autre part, avec des agents du Consulat de France, Madame Draméa fort malheureusement eut à faire face à des attitudes et propos condescendants, insidieux, sournois et vexatoires. Qui pis est, ces propos suscités ne sont venus ni une fois, ni deux fois, mais bien plusieurs fois à l'instar d'une ritournelle!

« Durant ma petite vie, je n'ai eu de cesse, tout en étant ouverte sur le monde dont je suis une citoyenne, de défendre ma fierté d'être noire et africaine. Il va sans dire que je crois résolument à l'avenir radieux de ma chère Afrique. Je suis également d'avis qu'il est impératif que les préjugés qui ont prévalu au sujet des Africains et de l'Afrique, du fait du passé colonial et de la situation contemporaine difficile de ce continent, soient révolus. Il est temps que les Africains se respectent eux-mêmes et exigent d'être respectés par les autres ».

Ces justes revendications sont d'autant plus fondées que du haut de ses préjugés de suprématie de race, l'empire aujourd'hui encore planifie l'anéantissement de certains pays notamment Haïti. Madame Dramé en a profité pour faire valoir sa vision d'une Afrique généreuse et ouverte, certes, mais fière et ferme dans l'exigence du respect qu'on lui doit et qu'on ne lui a que trop longtemps refusé.

Se basant sur ses convictions fortes qui la portent et la transportent littéralement, Madame Dramé refuse donc de digérer cet affront indigeste et cette mortification acerbe. Là où une certaine Magali Comeau se sentait honorée, Madama Dramé s'est révoltée. Car, elle estime que ces attitudes dégradantes qui portent atteinte à sa dignité de femme et à sa fierté de noire étaient de la réduire.

Au tout début, elle affirme avoir vraiment essayé de les ignorer ; Mais l'accueil exécrable que le Consulat de France a fait montre à son égard et à celui de la majorité de Sénégalais (et des Haïtiens) aussi demandeurs de visas, a été la goutte d'eau de trop, dans un vase, hélas, déjà plein à ras bord. Le vase étant débordé, Madame Dramé laisse couler les flots de ses indignations inassimilables.

Ces attitudes dégradantes de la part du consulat de France constituent l'instinct de base de tous ceux et toutes celles qui ne sont pas parvenues à se défaire de leurs bas instincts de colons qui influencent chacune de leurs actions. Cependant certaines personnes ont suffisamment de caractère pour les dénoncer. Surtout ceux et celles qui en citoyens et citoyennes authentiques de leurs pays, ne font pas de l'indignité leur seul brevet de compétence.

« *Une décision difficile mais nécessaire s'est naturellement imposée à moi. Un voyage tous frais payés, fût-il le plus beau et le plus enchanteur au monde, ne mérite pas que mes compatriotes et moi souffrions de tels agissements de la part du Consulat de France. Une formation aussi passionnante soit-elle, et Dieu sait que celle-ci m'intéresse vraiment, ne vaut pas la peine de subir ces attitudes qu'on retrouve malheureusement à grande échelle sous les cieux africains* », a-t-elle dénoncé.

Peu à peu, Madame Dramé s'illustre par son niveau élevé de caractère qu'elle devrait être décorée comme l'héroïne du siècle. Pour preuve elle a fait allusion à cette grandeur d'âme que l'obsession démesurée de privilèges et de faveurs a fini par détruire littéralement chez l'être humain. Et cette partie de sa correspondance doit rester célèbre dans l'histoire du Sénégal et des noirs en général.

« *Par souci de cohérence avec mon système de valeurs, j'ai donc pris la décision de renoncer, malgré l'obtention du visa.* ***Renoncer pour le symbole. Renoncer au nom de tous ces milliers de Sénégalais qui méritent le respect, un respect qu'on leur refuse au sein de ces représentations de la France, en terre sénégalaise, qui plus est.*** *Cette décision n'est pas une sanction contre des individualités, mais contre un système généralisé qui, malgré les dénégations de mes concitoyens, semble ne pas avoir l'intention de se remettre en cause* », a-t-elle rappelé à leur intention.

Par ailleurs, Madame Dramé a estimé particulièrement ironique et même provocante que l'intitulé partiel de la formation à laquelle elle devrait prendre part, soit trop flatteuse pour cette même France qui en 2013 garde encore des colonies jusque dans les profondeurs de l'Amérique et qui se complait à exporter la violence en Afrique: « *La France est-elle toujours la Patrie des Droits de l'homme. Jusqu'à quel point les Français sont-ils des citoyens d'Europe et du monde» ?*

Selon la perception de Madame Dramé cela aurait, sans aucun doute, fait un intéressant sujet de documentaire vu d'une perspective africaine et elle dit espérer avoir l'occasion, par d'autres voies et moyens, de participer à une future formation CultureLab. Parvenant à transcender ses frustrations, en dépit de tant d'avanies, elle a exprimé le souhait que ce concours mérite de continuer à exister, voire se tenir à fréquence plus régulière et ce, pour stimuler l'émulation intellectuelle entre jeunes Sénégalais.

Pour terminer sa longue correspondance elle s'est adressée d'une façon plus directe à Madame la Préposée au Guichet du Consulat de France. «***Je ne connais pas votre nom, mais je vous dis au sujet de ce visa dont je ne me servirai pas : Non, merci. Fièrement, sincèrement et Africainement*** vôtre.» *Bousso Dramé*.

Madame Bousso Dramé est Consultante Internationale, Récipiendaire de la Bourse d'Excellence du Gouvernement Sénégalais, Récipiendaire de la Bourse d'Excellence Eiffel du Gouvernement Français pour les

Suite à la page (14)

Michel Rolph Trouillot est parti…

Mais les racines historiques de l'Etat duvaliérien demeurent

Par : Sandy R. LAROSE

Qui est Michel-Rolph Trouillot ?

Michel- Rolph Trouillot est né en Haïti en 1949, et a fait ses études primaires et secondaires à Port-au-Prince au collège Saint-Martial. Puis, il poursuit ses études universitaires à Brooklyn College aux Etats-Unis d'Amérique et décroche son doctorat à John's Hopkins University. Trouillot est ancien professeur de l'Anthropologie à Duke University et auteur de plusieurs ouvrages dont les plus célèbres sont : *Ti dife boule sou listwa dAyiti*, *Les Racines historiques de l'Etat duvaliérien*, et d'autres publications importantes, parmi elles : radioscopie des fondements sociologiques de la dictature sanguinaire (1957-1986) fut l'objet d'une version anglaise intitulée *Haiti : state against nation*. The *origins and legacy of duvalierism* (1990). Il faut également mentionner *Silencing the Past : Power and the Production of History* » (1995), devenu un livre culte dans certaines universités américaines. Sans compter d'autres ouvrages sur le paysan haïtien.

***Les racines historiques de l'Etat duvaliérien* : son contexte de production**

Les racines historiques de l'Etat duvaliérien est un livre écrit par Michel-Rolph Trouillot en 1986. Il l'a écrit dans un contexte bien spécial, le départ de Jean-Claude Duvalier du pouvoir le 7 février. Ce texte de deux-cent cinquante-cinq (255) pages, comprend huit (8) chapitres qui retracent les racines historiques de cet Etat, que l'auteur qualifie de totalitaire[1]. Léon-Francois Hoffman de Princeton University, a fait remarquer que *ce livre doit être l'objet de méditation de tout Haïtien ou Etranger passionné par le passé d'Haïti et préoccupé de son avenir*. Loin de vouloir entamer dans la même logique un procès élogieux de ce chef-d'œuvre magistral ; nous pensons du reste que c'est un livre à lire par tous ceux et toutes celles qui veulent connaître les périodes duvaliériennes et les contextes diachroniques dans lesquels s'inscrit la pensée de Trouillot à ce propos.

Thèmes de l'ouvrage et sa place dans l'Historiographie

Dans ce texte intitulé: *les racines historiques de l'Etat duvaliérien*, l'auteur a retenu comme thèmes : « Etat, Duvaliérisme, Noirisme, Nation, Indigénisme, Mulâtrisme etc. ». Il tente de remonter très loin dans la genèse de la nation haïtienne pour montrer où François Duvalier a puisé la base de ses idéologies (noirisme-indigénisme-négritude) et comment il a manœuvré des concepts extra-sensibles pour arriver à ses fins politiques et particulièrement son accession au pouvoir en 1957.

L'ouvrage garde sa fraicheur et reste très actuel encore aujourd'hui, avec toutes ces thématiques, les unes plus intéressantes que les autres. On ne peut aucunement oublier de faire mention que le gouvernement actuel de Martelly est composé en grande partie, soit d'anciens Duvaliéristes (mulâtristes ou noiristes), ou des fils de duvaliéristes. Donc cette parenthèse est importante pour nous, dans la mesure que le professeur Vertus mentionne souvent dans ses cours que *l'Histoire est le passé écrit au présent*. Ainsi, on se demande si l'inverse de cette assertion dans le cas d'Haïti n'est pas aussi



Michel Rolph Trouillot

vrai et possible. En gros, c'est qu'il faut dire que l'ouvrage porte une contribution indubitable à l'historiographie haïtienne, vue son approche de la question et la méthodologie utilisée. Ce texte nous permet de mieux appréhender l'époque et surtout son approche sur la prétendue question de couleur en Haïti, une question qui bien sûr est en train de refaire surface. Question déjà posée et répondue par un esprit avisé comme Roumain : « la couleur n'est rien, la classe est tout ». Mais Roumain, aura-t-il toujours raison ? N'aurons nous pas l'inverse de la pensée de Roumain dans les années à venir ?

Les grandes idées développées à travers *les racines historiques de l'Etat duvaliérien*

Le livre, comme nous venons de le dire, c'est un texte produit illico après la chute du régime de facto de Jean-claude Duvalier en 1986. L'auteur tente de produire une analyse historique en profondeur de cet Etat qu'il appelle totalitaire dans ce texte. Trouillot expose ses idées en huit chapitres répartis comme suit : Au chapitre premier, il se pose en gendarme pour contrecarrer tous ceux qui tenteront en vain de donner des réponses faciles et illusoires quant à l'analyse historique de cet Etat. On le cite : *il s'agit de faire d'urgence l'analyse de cette crise qui enfanta le duvaliérisme avant que le recours aux réponses faciles ne s'installe*. En gros, au premier chapitre intitulé : Jalons, pistes et garde-fous, Trouillot met les balises pour construire une analyse adéquate qui évitera toutes réponses faciles. Le premier chapitre constitue la base théorique et méthodologique du livre.

Au deuxième chapitre, l'auteur met en exergue la problématique du nationalisme face à la dépendance « obligée » ou « forcée » des Etats-Unis. En terme plus clair, il relate l'ingratitude des Etats-Unis qui refusaient de reconnaitre l'indépendance d'Haïti en dépit de l'aide des Noirs de Saint-Domingue à la bataille de Savannah et aussi l'ingratitude de Bolivar qui n'a pas tenu sa promesse à Pétion, celle d'abolir l'esclavage sur les territoires libérés. L'auteur questionne cette haïtianophobie manifestée par les Etats Américains lors de la première conférence des Etats indépendants en 1826, le fameux congrès de Panama. Pourquoi empêcher Haïti, comme le premier pays indépendant, de participer au premier congrès des pays libres de l'Amérique?

Il consacre le troisième et le quatrième chapitre à une réflexion sur le poids de l'économique et de l'échange dans le pouvoir à travers l'histoire d'Haïti, de l'époque coloniale en

Suite à la page (19)

Who is Afraid of Elections?

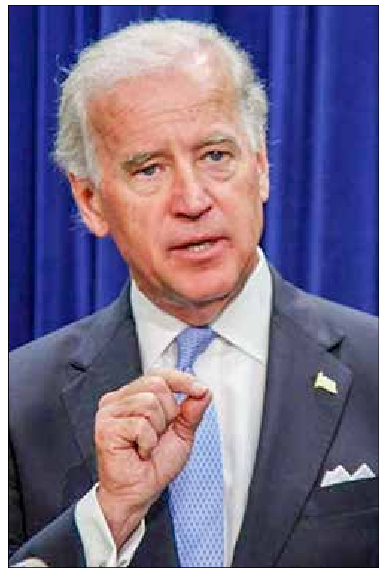
By Yves Pierre-Louis

Since the formation of an electoral body known as the Transitional College for the Permanent Electoral Council (CTCEP), the administration of President Michel Martelly and Prime Minister Laurent Lamothe has not shown any real willingness to advance the process that would allow, in an acceptable time-frame, elections for Senate seats and for local authorities.

At least six meetings requested by close advisors to Lamothe never took place. Only recently did the Prime Minister agree to meet with CTCEP members at the Planning Ministry, and four days later, on Jun. 19, he visited the council. This Monday, Jun. 24, another meeting took place as all sorts of rumors spread and pressures, both from in Haiti and abroad, are starting to be felt.

Following Lamothe's visit to the CTCEP, its president Emmanuel Ménard said that the council was progressing satisfactorily towards holding senatorial and local elections. Meanwhile, CTCEP member Léopold Berlanger predicted that the electoral law will be ready by July and that the funds to hold the elections would be released shortly thereafter, making elections possible before the end of 2013.

Trying to divert attention away from Lamothe's poor performance over two years since becoming Prime Minister, those close to the government have been circulating rumors that President Martelly intends to end the 49th legislature in January 2014, when the terms of another third (10) of the Senators will expire, thus rendering the Parliament defunct. (One third of the Senate's seats expired already in January 2012.) Article 111-8 of the 1987 Haitian Constitution is contradictory: "In no case may the House of Deputies or the Senate be dissolved or adjourned, nor shall the terms of their members be extended." Senate President Simon Desras Dieuseul and some of his colleagues have already warned President Martelly to not pursue this project which aims to destabilize Haiti's institutions, thus reducing democracy and the rule of law.



According to a White House press release, in a Jun. 19 phone call, U.S. Vice President Joseph Biden (above) "encouraged President Martelly to hold senatorial and local elections this year."

Political parties, including the Fanmi Lavalas Political Organization, excluded from electoral processes since 2004, say they are willing to participate in elections. Herasme Delis, a Dominican reporter, pointed out that: "If the election were held today in Haiti, Fanmi Lavalas, the party of former President Jean-Bertrand Aristide, would win hands down."

Meanwhile, Washington is also pressuring Haitian leaders to hold elections before the end of 2013. On Wednesday, Jun. 19, U.S. Vice President Joseph Biden spoke with Martelly by phone."Vice President Biden ... encouraged President Martelly to hold senatorial and local elections this year. The Vice President underscored the importance of elections in solidifying Haiti's democratic foundation."

Tellingly, a statement from the National Palace makes no mention of elections in the phone conversation. "For about an hour, the two officials discussed the strengthening of Haitian-American relations in general, U.S. aid to Haiti, strengthening institutions, the Caracol Industrial Park, and travel warnings in particular." Martelly also claimed that Washington "recognizes the efforts of the [Haitian] Government in the fields of democracy, human rights, and the fight against corruption."

What have been "the efforts" of Martelly and Lamothe? Elections, which are the foundation of bourgeois democracy, have not been organized for more than two years and are still not on track. Human rights implies respecting the political, economic, social, cultural, and environmental rights of people; currently none of these rights are respected. Elections are not completed on time, unemployment is over 80% of the active population, and the environment is degrading. Corruption is a cancer hollowing out Haiti's public administration, and it has become the very tool used by the Martelly regime to stay in power. Haiti is in the clutches of "legal bandits," the term made famous by a Sweet Micky song.

Clearly, the Martelly-Lamothe has shown no interest until now in holding elections before the end of 2013, but it is under pressure from Washington. Martelly wants to drag his feet so that Parliament's mandate expires, creating a chaotic situation in which he can rule by decree and to better establish a dictatorial regime.

When Will Partial Senate, Municipal, and Local Elections Be Held?

By Francklyn B. Geffrard

The Jun. 19 telephone conversation between Haitian President Michel Martelly and U.S. Vice President Joe Biden seems to have had some impact on the behavior of the Haitian regime. Previously, the government was basically silent on the question of elections. But following Biden's phone call, the organization of municipal, local, and partial Senate elections seems to suddenly have become a priority for the government. However, the Martelly government pointedly failed to mention in its official announcement about the conversation that Washington had encouraged it to hold elections before the end of this year. What a paradox!

The regime now appears so concerned about elections that Prime Minister Laurent Lamothe held many meetings with the members of the extraordinary body responsible for organizing the elections, the Transitional College of the Permanent Electoral Council (CTCEP). In less than a week, Lamothe met three times with the electoral councilors and other sectors involved in the organization of the next elections. Lamothe even announced the disbursement of 300 million gourdes [$7.07 million] out of a total budget of 600 million gourdes [$14.14 million] to start the electoral process. In a statement outside of the Jun. 24 meeting Lamothe said that "elections are essential and a priority for the government."

He seems to have finally realized that not organizing the next elections could have a serious impact on his political career. In the circle of power, Laurent Lamothe is presented as the future presidential candidate of the "Tet Kale" (Bald Headed) clan, as Martelly's clique is called. It remains to be seen if he has already received the blessing of his friend Michel Martelly who presumably would appoint his heir in order to prepare his own return to power. The partial legislative elections will be a test for power. And even though the regime still enjoys the support of a powerful sector of the international community (i.e. Washington), mistakes will not be tolerated. It must avoid holding fraudulent elections which could send the country into a permanent electoral crisis.

Joe Biden's statements during the teleconference resuscitated the Haitian regime which was wilting after repeated failed attempts to meet with U.S. President Barack Obama and breathed new life into the electoral issue in Haiti . However, no date has yet been announced for the elections which were supposed to have been held since the end of 2011. The government and the electoral authorities speak only of the next elections. The election date is completely vague. The attitude is similar to the notice which can sometimes be seen in small shops: "No credit today, but tomorrow yes." In fact, there will be never any credit, because for every day, there will always be a tomorrow. They say that the elections will be held soon, even if they take six or 12 months. They will always be forthcoming. So far, the only small concrete progress achieved towards preparing the next elections is the writing of a draft electoral law which is being sent to different parts of the country for analysis before it is sent to the Parliament for ratification.



In less than a week, Prime Minister Laurent Lamothe met three times with the CTCEP and announced the disbursement of over $7 million to start the electoral process. "Elections are essential and a priority for the government," he said.

In any self-respecting country, elections are an act of national sovereignty. It is the process by which the people choose their leaders. In recent years, many sectors have denounced foreign interference in the internal affairs of our country. They even denounce the country's dependence on foreign aid to fund the national budget and the electoral process. They believe that elections are too expensive and should be tailored to better meet the socioeconomic realities of the country. Paradoxically, however, there are some among such nationalist critics who want foreign powers to exert more pressure on Martelly and Lamothe to organize elections by the end of this year. Haiti is a country where paradoxes are normal!

To hear Haitian government and election officials tell it, one would think that things are going fast. But that's just appearances. Haitian leaders have a reputation for dragging their feet. In fact, they know how to play with time, even when time is working against them. They will not hesitate to drag out the process. It would be naive not to notice only that the authorities speak of elections without actually launching the electoral process itself. They have already found, without doubt, the formula which will allow them to let the clock run down while the electoral process does not budge.

It is interesting that already the CTCEP is seeking the point of view of various sectors of national life on the proposal of the draft electoral law. Because of its lack of constitutional legitimacy, it is normal that the CTCEP tries to involve everyone. It probably wants to make sure that, in the end, it is not the only one to be blamed if things go wrong. Isn't that smart?

However, one thing is certain, this consultative process, although positive, is also likely to slow down this process that has been all but stalled for nearly two years. First, the draft document of the future electoral law will be sent to various concerned sectors to gather their opinions and recommendations. Then it will be submitted to Parliament for ratification. The Parliament will certainly take time to properly analyze the text before endorsing it, and only after this step, will the document will be forwarded to the executive. If it has no objection, the executive will publish the law in the nation's official newspaper, *Le Moniteur*. At this point, the document becomes law.

Hardly reassured, many sectors, including opposition political parties, civil society, and parliamentarians continue to denounce the executive's lack of will to organize elections by the year's end, saying they are waiting for clear signals of the regime's resolve. Meanwhile, they accuse the regime of wanting to make the Parliament dysfunctional by allowing lawmakers' terms to expire. "It would be a nightmare scenario," said the leader of the Initiative of Civil Society (ISC), Rosny Desroches.

The idea would be to establish a Constituent Assembly whose mission would be to draft a new constitution with all the ensuing consequences. In reality, although it would be anti-democratic, if the Tèt Kale regime wants to embark on this dangerous adventure, nothing prevents it. The regime has a majority in the House and Senate. It only would need to get its supporters in Parliament to not appear at the opening of the ordinary session of the legislative year on the second Monday of the January 2014 session. But even with the support of the international community, such a maneuver could backfire. We do not exactly know the extent of the protest the opposition and other organized sectors of the country could organize against the regime.

Already, a showdown is looming between the government and the Parliament. The executive is preparing to use the 2009 Electoral Law to say that the Parliament is defunct on the second Monday of January 2014. However, Senators and Deputies are raising the specter of impeaching the President. Personal interests lace this entire battle.

Meanwhile, Emmanuel Ménard, the CTCEP's president, announced a battery of innovations in the electoral law including electronic voting, voting for Haitians abroad, and early voting for old and people with reduced mobility. Isn't that nice? For sure, the CTCEP is promising a great deal. Is it a dream or an illusion?

With respect to overseas Haitians voting, the CTCEP would have to implement many things for this to become a reality. Emmanuel Ménard did not specify who can vote and how. Would the vote be just for those who already hold Haitian electoral cards? Would they issue new cards for those wishing to vote in the next elections? Can those who have acquired another citizenship vote? In fact, the vote of Haitians abroad as suggested by the CTCEP is a proposition fraught with many unknowns.

The issue of Haitian expatriates voting is too important to be treated superficially. A clause in the electoral law is not enough to solve this problem. The vote of Haitians overseas should be a first step towards their integration and effective participation in the political life of the country. But we know that the 1987 Constitution imposes certain barriers. As long as the constitutional restrictions remain, it will be difficult for Haitians to participate in the affairs of their country. The real issue of the participation of overseas compatriots is their inclusion and involvement in the management of public affairs. The main step towards this integration should be to lift the constitutional barriers. This should be done by an amendment to the Constitution, including the articles on dual citizenship. If you do not deal with the fundamentals, one risks orchestrating a huge exercise in demagogy.

Signification et perspectives des mobilisations au Brésil: Interview de João Pedro Stedile*

« *Celui qui veut rester en dehors, sortira de l'Histoire* ».

Brasil de Fato – Comment analysez-vous les récentes manifestations qui ont secoué le Brésil ces dernières semaines ? Quelle est la base économique d'un tel évènement ?

João Pedro Stedile – Il y a de nombreuses évaluations sur le pourquoi des manifestations. Je rejoins l'analyse de la professeure Erminia Maricato, notre meilleure spécialiste des thèmes urbains, qui a travaillé au sein du Ministère des Villes sous la gestion d'Olivio Dutra. Elle défend la thèse d'une crise urbaine au Brésil comme conséquence du capitalisme financier. Une énorme spéculation immobilière a fait grimper le prix des terrains et les loyers de 150% dans les trois dernières années. Le capital a financé hors de tout contrôle gouvernemental la vente d'automobiles, pour envoyer de l'argent à l'extérieur, ce qui a rendu la circulation chaotique. Dans les dernières années, il n'y a pas eu d'investissements dans le transport public. Le programme de logement "ma maison, ma vie" a rejeté les pauvres vers les périphéries, sans conditions d'infrastructure. Tout cela a engendré une crise structurelle, les gens vivent l'enfer dans les grandes villes en perdant trois à quatre heures par jour dans les embouteillages alors qu'ils pourraient être avec leur famille, aux études ou dans des activités culturelles. A cela s'ajoute la très mauvaise qualité des services publics, en particulier dans la santé et dans l'éducation, de l'école fondamentale à l'enseignement moyen dont les étudiants sortent sans pouvoir faire une rédaction. Et l'enseignement supérieur, où on trouve 70 % des étudiants universitaires, est devenu un marchand de diplômes ou de prestations.

Brasil de Fato – Du point de vue politique, quelles sont les causes du mouvement ?

João Pedro Stedile – Les quinze ans de néo-libéralisme suivis de dix ans de politique de conciliation de classes ont transformé la manière de faire de la politique en otage des intérêts du capital. Les partis ont répété leurs vieilles pratiques et se sont transformés en étiquettes qui agglutinent en majorité des opportunistes se battant pour accéder à des mandats publics ou pour capter des fonds publics en fonction de leurs intérêts. Toute une jeunesse arrivée après coup n'a pas eu la possibilité de participer à la politique. Aujourd'hui le candidat à un mandat public comme celui d'échevin, doit posséder plus d'un million de Reais ; un mandat de député coûte à peu près dix millions. Les capitalistes paient et les politiques obéissent. La jeunesse en a par-dessus la tête de cette manière bourgeoise, mercantile, de faire de la politique. Mais le plus grave c'est que les partis de la gauche institutionnelle, sans exception, ont adopté ces méthodes. Ils ont vieilli et se sont bureaucratisés. Cette manière d'agir des partis a dégoûté les jeunes. Et ils ont raison. La jeunesse n'est pas apolitique, au contraire, elle vient de remettre la politique dans la rue même sans avoir conscience de sa signification. Ce qu'elle dit c'est qu'elle ne supporte plus d'assister à la télévision à ces pratiques politiques, qui prennent le vote des citoyens en otage, sur base du mensonge et de la manipulation. Et les partis de gauche ont besoin de réapprendre que leur rôle est d'organiser la lutte sociale et de politiser la classe des travailleurs. S'ils ne veulent pas passer aux oubliettes de l'Histoire.



Manifestation dans la ville de Belém. . Ceux qui sont dans la rue sont les fils de classe moyenne, classe moyenne basse, ainsi que des jeunes issus de ce qu'Andre Singer nomme le sous-prolétariat



Les manifestants portent une bannière faite de drapeaux nationaux brésiliens lors d'une manifestation contre la Coupe des Confédérations et le gouvernement de la présidente Dilma Rousseff, à la ville de Recife le 20 Juin 2013 dernier.



La jeunesse s'est réveillée. Et le mérite du mouvement "Passe Livre" est d'avoir su canaliser cette insatisfaction populaire et d'organiser les protestations au bon moment.

Brasil de Fato - Pourquoi ces manifestations n'éclosent-elles qu'aujourd'hui ?

João Pedro Stedile – Sans doute est-ce davantage la somme de différents facteurs de la psychologie de masse qu'une décision politique planifiée. A tout le climat que j'ai décrit s'est ajoutée la dénonciation de surfacturations dans les travaux de construction des stades de football, ce qui choque la population. Quelques exemples : le groupe privé médiatique Globo a reçu du gouvernement de l'État de Rio et de la mairie 20 millions de Reais d'argent public pour organiser un show d'à peine deux heures pour le tirage au sort de la coupe des confédérations. Le stade de Brasilia a coûté 1,4 milliards et il n'y a pas d'autobus dans la ville ! Les gouvernements se sont soumis à la dictature explicite et aux coups tordus imposés par la FIFA/CBF. La réinauguration du Maracanã fut une gifle pour le peuple brésilien. Les photos parlent d'elles-mêmes : dans le plus grand temple du football mondial, pas un noir, pas un métis ! Et la hausse des tarifs d'autobus n'a été que l'étincelle pour allumer le sentiment généralisé de révolte et d'indignation. L'étincelle est venue du gouverneur de l'état de São Paulo Geraldo Alkmin, protégé par les médias qu'il finance, habitué à réprimer impunément la population comme il l'a fait à Pinheirinho et dans d'autres expulsions rurales et urbaines, et qui a relancé sa barbarie policière. Là tout le monde a réagi. Heureusement la jeunesse s'est réveillée. Et le mérite du mouvement "Passe Livre" est d'avoir su canaliser cette insatisfaction populaire et d'organiser les protestations au bon moment.

Brasil de Fato - Pourquoi la classe travailleuse n'est-elle pas encore descendue dans la rue ?

João Pedro Stedile – C'est vrai qu'elle n'a pas encore pris part aux manifestations. Ceux qui sont dans la rue sont les fils de classe moyenne, classe moyenne basse, ainsi que des jeunes issus de ce qu'Andre Singer nomme le sous-prolétariat, ceux qui étudient et travaillent dans le secteur des services, qui ont amélioré leurs conditions de consommation, mais qui veulent être entendus. Ces derniers apparaissent plus dans d'autres capitales que São Paulo et dans les périphéries.

La réduction des tarifs intéressait beaucoup l'ensemble de la population, et le mouvement "Passe livre" a vu juste en mobilisant sur la base de ces intérêts populaires. Le peuple a appuyé ces manifestations, on le voit dans les indices de popularité des jeunes, surtout quand ils ont été réprimés.

La classe travailleuse tarde à se mobiliser mais quand elle bouge, cela affecte directement le capital. Chose qui ne s'est pas encore produite. Je crois que les organisations médiatrices de la classe travailleuse n'ont pas encore compris le moment ou sont encore trop timides. Mais en tant que classe, je crois que les travailleurs sont disposés à lutter. Le nombre de grèves pour des améliorations salariales est déjà revenu au niveau des années 80. Je crois que ce n'est qu'une question de temps, si ces médiateurs trouvent les revendications justes qui peuvent motiver la classe à se mettre en mouvement. Ces derniers jours dans des villes de moindre taille et dans les périphéries des grandes villes se produisent des manifestations sur des revendications très localisées. Et cela est très important.

Le peuple brésilien demande à la présidente Dilma Rousseff d'arrêter la corruption au lieu de calmer la population

Brasil de Fato – Les voix du Mouvement des Sans terre et des paysans ne se font pas encore entendre…

João Pedro Stedile – C'est vrai. Dans les capitales où nous avons des unités productives et des agriculteurs familiaux à proximité, nous participons déjà. D'ailleurs je suis témoin du bon accueil que nous avons reçu avec notre drapeau rouge et notre revendication d'une réforme agraire et d'aliments sains et bon marché pour le peuple. Je crois que dans les prochaines semaines, il pourra y avoir une adhésion majeure, ce qui comprend des manifestations de paysans sur les routes et dans les municipalités de l'intérieur. Parmi nos militant(e)s tou(te)s brûlent d'entrer dans la lutte et de se mobiliser. J'espère aussi que ça bougera bientôt…

Brasil de Fato – Qu'est-ce qui selon vous, est à l'origine de la violence dans certaines manifestations ?

João Pedro Stedile – D'abord, il faut relativiser : la bourgeoisie à travers ses télévisions a recouru à la tactique de faire peur à la population en mettant en avant les émeutiers et les casseurs. Ils sont minoritaires et insignifiants par rapport aux milliers de personnes qui se sont mobilisées. Cela convient à la droite de faire entrer dans l'imaginaire collectif l'idée du désordre et s'il y a finalement du chaos, d'en rendre responsable le gouvernement et d'exiger la présence des forces armées. J'espère que le gouvernement ne commettra pas la bêtise de faire appel à la Garde nationale et aux forces armées pour réprimer les manifestations. C'est ce dont rêve la droite !

Ce qui provoque les scènes de violences, c'est la manière d'intervenir de la Police Militaire. La PM a été entraînée depuis la dictature militaire pour traiter le peuple comme un ennemi et dans les états gouvernés par les sociaux-démocrates (SP, RJ et MG), elle est sûre de son impunité.

Il y a des groupes de droite organisés dont l'objectif est de provoquer et de piller. A São Paulo des groupes fascistes se sont mobilisés. Et des vigiles sous contrat. A Rio de Janeiro ont agi des milices organisées qui protègent les politiciens conservateurs. Et bien sûr on trouve aussi un substrat de lumpen qui apparaît dans toute manifestation populaire, que ce soit dans les stades, dans le carnaval, et même dans les fêtes religieuses, pour tenter d'en tirer profit.

Brasil de Fato - Alors y a-t-il une lutte de classes dans les rues, ou s'agit-il seulement de la jeunesse qui exprime son indignation ?

João Pedro Stedile – Il y a clairement une lutte des classes dans la rue. Mais ce n'est pas encore l'expression d'une bataille idéologique. Le plus grave, c'est que la jeunesse elle-même qui se mobilise, par son origine de classe, n'est pas consciente de ce qu'elle prend part à une lutte idéologique. Elle fait de la politique de la meilleure manière possible, dans la rue. Elle écrit sur ses pancartes : "nous sommes contre les partis et la politique". C'est pour cela qu'ont été autant diffusés ces messages. Cela se produit dans chaque ville, dans chaque manifestation, c'est une bataille idéologique permanente dans la lutte des intérêts de classes. La jeunesse vit ce conflit entre idées de droite et idées de gauche,

Suite à la page (16)

Les débats du G8 !

Par Thierry Meyssan

L'insubmersible G8, réuni à Lough Erne, aura été l'occasion de confronter les points de vue des États-Unis d'une part, de la France et du Royaume-Uni d'autre part, et de la Russie enfin, sous l'œil étonné des autres participants. On y a échangé les points de vue sur l'équilibre du monde en général et la Syrie en particulier. On y a aussi parlé d'économie pour lever le secret relatif aux conseils d'administration des sociétés off shore.



Les 10 membres du G8 en discussion.

« Le G8 est-il encore utile ? », se demandait-on, en 2008, lorsque Nicolas Sarkozy et George Bush entendaient réunir les chefs d'État ou de gouvernement de 20 des 29 plus grandes puissances pour résoudre la crise financière.

Le G8, c'est ce sommet annuel de 8 chefs d'État ou de gouvernement, assistés de deux représentants de l'Union européenne, ce qui fait non pas 8, mais 10. Dans une discussion, en partie organisée autour d'un ordre du jour et en partie à bâtons rompus, ils échangent leurs points de vue sur les grands problèmes internationaux sans être tenus de négocier un résultat. Cependant, le sommet publie un long communiqué final rendant compte du travail accompli au niveau ministériel durant l'année, et une brève déclaration d'intention sur les points de consensus.

La Syrie

Le sommet qui s'est tenu à Lough Erne (Irlande du Nord), les 17 et 18 juin, était d'autant plus important qu'il s'agissait de la première rencontre entre les présidents Obama et Poutine, depuis la réélection du premier, neuf mois plus tôt. Or, après le sabotage de la conférence de Genève (30 juin 2012) par Hillary Clinton et David Petraeus, il avait été convenu entre les deux chefs d'État que leur première rencontre leur permettrait d'annoncer une solution de la crise syrienne. Pourtant, malgré le changement d'équipe à Washington, le sommet fut maintes fois repoussé tandis que le nouveau secrétaire d'État, John Kerry, se perdait en déclarations contradictoires.

Durant cette longue période d'attente, la donne avait changé. Le Liban n'a plus de gouvernement depuis la nomination de Tammam Salam comme Premier ministre, il y a deux mois et demi. En Arabie saoudite, le prince Khaled ben Sultan, ministre adjoint de la Défense, a échoué à renverser le roi Abdallah. Au Qatar, les États-Unis ont donné jusqu'à début août au prince Hamad Al-Thani pour céder son trône à son fils Tamim et pour se faire oublier avec son Premier ministre. En Turquie, une majorité de la population s'est soulevée contre la politique des Frères musulmans conduite par Recep Tayyip Erdogan. En Iran, le Peuple a élu un libéral économique, Hassan Rohani, à la présidence de la République. Et en Syrie, l'armée loyaliste vient de libérer Qoussair et débute la bataille d'Alep.

Côté communication, comme en 2003 en Irak, la France, le Royaume-Uni et les États-Unis ont tenté « le coup des armes de destruction massive » : les trois capitales auraient des preuves de l'usage d'armes chimiques par Damas. Le « régime de Bachar » aurait « franchi la ligne rouge ». Une intervention internationale serait devenue indispensable à la fois « pour sauver les Syriens » et « pour sauver la paix mondiale ». Las ! Communiquées à Moscou, les « preuves » s'avèrent loin des normes de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC). De toute manière, personne ne voit pourquoi une armée en pleine reconquête utiliserait du gaz sarin, et la Syrie (comme Israël) n'est pas signataire de la Convention sur les armes chimiques.

En fait, la France et le Royaume-Uni poursuivent leur projet de recolonisation, tel que convenu entre eux lors de la signature du Traité de Lancaster House (2 novembre 2010, soit avant le « printemps arabe »). Ils s'appuient sur les régimes arabes sionistes, la Turquie, l'Arabie saoudite et le Qatar.

De leur côté, les États-Unis « conduisent par derrière », selon l'expression de Madame Clinton. Ils soutiennent l'initiative si elle réussit et s'y opposent si elle échoue. Après la comédie des armes chimiques, ils ont pris à contrecœur l'engagement de fournir officiellement des armes à l'Armée syrienne libre, mais pas au Front Al-Nosra (Al-Qaïda). À vrai dire, Washington est en plein désordre : il y a six semaines, John Kerry était en parfait accord avec son homologue russe, tandis que la semaine dernière, il voulait bombarder la Syrie et a dû essuyer un « non » catégorique du chef d'état-major interarmes.

La situation est donc défavorable au camp colonial lorsque s'ouvre le G8. Elle se complique encore avec les révélations d'Edward Snowden, un employé du cabinet d'avocats Booz Allen Hamilton, qui vient de publier des documents internes de la NSA après s'être réfugié à Hong Kong. La plus grande agence de sécurité du monde espionne les communications web et téléphoniques des États-Uniens et du monde entier. Avec l'aide du CGHQ britannique, elle avait même placé sous écoute les délégués du G20 de Londres, en 2009. Bref les Anglo-Saxons (USA, Royaume-Uni et Canada) sont en position d'infériorité dans la discussion et les invités ont évité d'utiliser leurs téléphones.

Sur la Syrie, la position franco-britannique consiste donc à isoler la Russie pour la contraindre à la lâcher. Excellent dans le rôle, l'hôte du sommet, David Cameron, dénonce le dictateur-qui-tue-son-peuple-avec-des-armes-chimiques. Il plaide pour une conférence de Genève 2 qui enregistre la capitulation du président el-Assad et transfère le pouvoir aux amis de l'Occident. Il confirme la livraison d'armes imminente aux « révolutionnaires », propose une sortie honorable à « Bachar », annonce le maintien de l'administration baasiste et distribue les concessions gazières. Pour le drapeau, il est déjà connu, ce sera celui de la colonisation française.

Ce bavardage se heurte à Vladimir Poutine. Interrogé par la presse dès son arrivée, le président russe avait déclaré devant un Cameron abasourdi : « Je suis sûr que vous êtes d'accord que nous ne devrions sûrement pas aider des gens qui non seulement tuent leurs ennemis, mais dépècent leur corps et mangent leurs entrailles en face du public et des caméras.

Est-ce ces gens que vous voulez soutenir ? Voulez-vous les armer ? Si c'est le cas, il semble qu'il y ait très peu de relation ici avec les valeurs humanitaires que l'Europe a épousées et répandues durant des siècles. En tout cas, nous, en Russie, nous ne pouvons concevoir une telle situation.

Mais, jetant les émotions de côté et adoptant une approche purement de travail sur la question, permettez-moi de souligner que la Russie fournit des armes au gouvernement syrien légalement reconnu, en pleine conformité avec les règles du droit international. J'insiste sur le fait que nous ne violons ici aucune loi, aucune, et je demande à nos partenaires d'agir dans le même sens. »

Au babillage humanitaire, Poutine répond par sa vision des faits et par le droit international. Non, il n'y a pas de révolution en Syrie, mais une agression étrangère. Non, la Syrie n'utilise pas d'armes de destruction massive contre son propre peuple. Oui, la Russie livre des armes anti-aériennes à la Syrie pour la protéger d'une attaque étrangère. Oui, la livraison d'armes par l'Occident aux contras constitue une violation du droit international passible des tribunaux internationaux.

En définitive, à aucun moment, le Français et le Britannique ne furent en mesure de caler le Russe dans un coin. Chaque fois, Vladimir Poutine trouvait l'appui d'un autre participant —souvent l'Allemande Angela Merkel— pour exprimer des doutes.

Devant la fermeté russe, David Cameron a tenté de convaincre ses partenaires occidentaux que le sort des armes pouvait encore changer : le MI6 et la DGSE sont prêts à favoriser un coup d'État militaire à Damas. Un agent, recruté au palais, pourrait tuer le président, tandis qu'un général, recruté au sommet des services secrets, liquiderait les loyalistes et prendrait le pouvoir. Les nouvelles autorités formeraient une dictature militaire qui céderait progressivement la place à une démocratie parlementaire.

Outre que chacun se demande qui sont les traîtres recrutés dans l'entourage présidentiel, la proposition britannique n'a pas convaincu. Ce n'est pas la première fois que cette hypothèse est agitée et qu'elle échoue. Il y a déjà eu la tentative d'empoisonnement des membres du Conseil national de sécurité et la prise de pouvoir par l'un d'entre eux (mais le traître jouait un double jeu) ; Puis, l'attentat à la bombe qui a coûté la vie aux membres du Conseil national de sécurité couplé avec l'attaque de la capitale par 40 000 jihadistes (mais la Garde nationale a défendu la ville) ; il y a eu l'attaque de l'état-major par des kamikazes, couplé avec le soulèvement d'un régiment qui n'a jamais eu lieu ; etc. Et les plans qui ont échoués lorsque la période était propice ont peu de chances de réussir lorsque l'armée nationale reconquiert le territoire.

Dans la Communiqué final (paragraphes 82 à 87), les participants du G8 réitèrent leur confiance dans le processus de Genève, sans pour autant lever ses ambiguïtés. On ne sait toujours pas ce qu'est une « transition politique ». S'agit-il d'une transition entre guerre civile et paix, ou entre une Syrie

Suite à la page (15)

Grève générale des 175.000 travailleurs de la construction du Québec



Les travailleurs de la construction du Québec regroupés sous l'Alliance syndicale ont voté des mandats de grève à 95 % pour s'opposer aux demandes patronales de concessions sans précédent

Par Laurent Lafrance

Les travailleurs de tous les secteurs de la construction du Québec sont officiellement en grève générale illimitée depuis lundi matin, une première depuis 1986, et paralysent des projets de construction qui valent des milliards de dollars dans toute la province, incluant plusieurs projets de barrage et la construction de deux grands hôpitaux de Montréal.

La grève qui regroupe 175.000 travailleurs est la plus importante au Canada depuis la crise financière de 2008. Les travailleurs de la construction du Québec regroupés sous l'Alliance syndicale ont voté des mandats de grève à 95 % pour s'opposer aux demandes patronales de concessions sans précédent, qui incluent de sévères réductions des salaires réels et du taux de rémunération des heures supplémentaires.

Avant même que la grève débute, plusieurs représentants de la grande entreprise ont incité le gouvernement péquiste à recourir à une loi spéciale pour rendre le débrayage illégal. La grève générale a été déclenchée suite à neuf mois de négociations visant à renouveler des conventions collectives de quatre ans (2013-17) dans les grands secteurs de l'industrie : industriel, institutionnel et commercial, résidentiel, génie civil et voirie.

Ce n'est qu'avec beaucoup de réticence et d'inquiétude que les syndicats ont autorisé la grève. À peine quelques heures avant le déclenchement de la grève, Yves Ouellet, le porte-parole de l'Alliance syndicale et le directeur général de la FTQ-Construction, a déclaré «C'est une journée assez triste. Ce n'est pas arrivé depuis les années 80. On aurait aimé mieux que ça ne se produise pas.» Ouellet a dit que les syndicats espéraient voir le conflit «se régler rapidement» ajoutant qu'ils avaient déjà accepté une partie des demandes de concession des employeurs.

L'Association de la construction du Québec, l'association qui négocie au nom des employeurs de la construction, exige que les travailleurs acceptent une hausse salariale de seulement 1 % par année, ce qui représente un taux significativement plus bas que le taux d'inflation. Ils cherchent également à étendre la semaine de 40 heures sur

Suite à la page (15)

Interview avec deux ambulanciers palestiniens : « Ils se moquent que nous soyons du personnel médical ou pas. Ils prennent tout pour cible. »

Par ISM

M. et A. sont deux ambulanciers indépendants qui assistent régulièrement aux différentes manifestations organisées contre l'occupation en Cisjordanie. Les forces israéliennes répondent régulièrement à la résistance populaire palestinienne avec une extrême violence, y compris en faisant usage de tirs de grenades de gaz lacrymogène, de billes d'acier recouvertes de caoutchouc et de balles réelles. Partant de la constatation qu'il y a généralement des blessés et que l'hôpital le plus proche est souvent bien éloigné des villages où se déroulent les manifestations, la présence de personnel médical est essentielle et grandement appréciée par les manifestants.

Vendredi dernier 14 juin, nous avons eu l'opportunité de nous entretenir avec M. et A., à l'occasion de la manifestation hebdomadaire de Nabi Saleh, à laquelle ils sont présents de façon régulière. Témoignages recueillis par l'équipe Ramallah-Nabi Saleh d'ISM



Les manifestants à Nabi Saleh vendredi 14 juin (Photo Tamimi Press)

International Solidarity Movement (ISM) : Depuis combien de temps êtes-vous ambulanciers secouristes ? Pourquoi avez-vous choisi d'être bénévoles ?

M. : Depuis 2009. Au départ, je travaillais dans un projet des Jeunes de la Croix Rouge danoise, puis j'ai rejoint le Croissant Rouge.

A. : Je suis bénévole depuis 2004. Je le suis parce que j'aime aider les gens et ça correspond à la façon dont je veux me rendre utile.

ISM : Vous vous rendez sur de nombreuses manifestations en tant qu'ambulanciers secouristes – pourquoi pensez-vous que ces manifestations sont importantes pour la communauté et pour la Palestine ?

M. : Eh bien, c'est mieux d'agir que de ne rien faire. Et puis, lorsqu'il y a des personnels médicaux présents sur les manifestations, les gens ont plus de courage pour aller sur le front parce qu'ils savent que nous sommes là pour les aider au cas où quelque chose arrive.

A. : Comme vous le savez, nous vivons sous occupation, et donc les gens doivent agir et faire quelque chose pour y mettre fin. Nous devons manifester et participer aux manifestations à tout moment et en tout lieu.

ISM : Nabi Saleh, pour l'exemple, bénéficie d'une large couverture médiatique. Quelles sont les manifestations moins connues auxquelles vous êtes présents et en quoi sont-elles différentes ?

M. : Parfois, il y a des manifestations de nuit à Ofer, et personne n'en sait rien. Cela fait partie des manifestations non connues. A Qalandiya également, il n'y a pas de journalistes, il n'y a pas souvent de personnel médical, juste quelques personnes sont là. Je me rends parfois sur ces affrontements. A. y est toujours.



Un secouriste soigne un manifestant blessé par balle caoutchouc-acier à Nabi Saleh (Photo Tamimi Press)

A. : Oui, j'y suis toujours, à Ofer, à Qalandiya. Mais personne ne sait rien de cela. Tous les médias sont à Ni'lin, Bil'in, Nabi Saleh – les villages situés à l'extérieur de Ramallah. Ces autres lieux, personne n'en sait rien, spécialement les médias. Quoi qu'il en soit, je pense que les endroits où il n'y a pas de médias peuvent être une bonne chose pour les shabab (les jeunes palestiniens) car ils peuvent faire tout ce qu'ils veulent pour la résistance.

M. : Mais c'est aussi une bonne chose pour les soldats, eux-aussi peuvent faire ce qu'ils veulent et personne n'est là pour les filmer.

A. : C'est ce qui est différent. Mais même si les médias sont là, les soldats israéliens peuvent faire tout ce qu'ils veulent, personne ne peut les arrêter, nous le savons bien.

ISM : Pensez-vous que la présence d'internationaux, tels que les ISMers, fait une quelconque différence dans les manifestations en Palestine ?

M. : En fait, il y a une différence entre les internationaux et les ISMers. Certains internationaux aiment être là parce qu'ils pensent qu'ils vont libérer le pays, mais en vérité, ils ne font rien, à part semer de plus en plus la pagaille. Mais certaines personnes, comme les ISMers, apportent au moins quelque chose. Ils essaient d'aider de manière organisée. Enfin, ça dépend des internationaux, certains viennent juste pour voir ce qui se passe, certains viennent pour prendre des photos, il y a des différences. Ça dépend de quels internationaux on parle.

A. : Je dirais comme lui, pour résumer, il y a des gens qui viennent juste pour prendre des photos, comme si c'était une aventure. Ils pensent que c'est aventureux de se rendre en Cisjordanie, alors ils viennent. Et il y a des gens qui viennent pour soutenir la cause palestinienne et la résistance populaire.

M. : Pour certains, c'est comme un jeu.

A. : Oui, ils pensent qu'il y a de l'aventure – ils se disent « allons voir ça, allons essayer ».

ISM : Certains ambulanciers secouristes sont morts. Pensez-vous que les personnels médicaux sont délibérément pris pour cibles pendant les manifestations ?

M. : Il y a une différence entre nous, personnels médicaux qui travaillons sur le terrain, et les personnes qui travaillent dans les ambulances. Les forces israéliennes visent beaucoup les ambulances à Gaza, et aussi l'hôpital ici. Mais, oui, parfois, ils nous visent également. Quelquefois, ils tirent simplement directement sur nous. S'il n'y a pas de médias, alors c'est exactement ce qu'ils font. Ils l'ont fait à Ofer, et ici aussi à Nabi Saleh, plusieurs fois. Une fois, on lui [montrant A. du doigt] a tiré dessus – ils ont tiré droit sur lui avec une grenade de gaz lacrymogène. Directement sur lui. Il a esquivé le tir juste à temps, ce qui lui a évité de le prendre en pleine tête.

A. : Ils ont essayé de me tuer !

M. : Une fois, ils m'ont visé alors que je me trouvais avec simplement deux ou trois autres manifestants avant la manifestation – parce qu'il n'y avait pas de médias présents et que c'était avant que la manifestation ne débute, ils ont tout simplement tiré droit sur moi. Alors oui, parfois, ils nous visent, ouais. Ils s'en foutent.

A. : Ils pensent que nous sommes Palestiniens et que par conséquent, nous devons mourir. Ils se moquent que nous soyons du personnel médical ou pas. Ils prennent tout pour cible.

Egalement à Qalandiya, le Jour de la Nakba, ils [les forces israéliennes] ont commencé à empêcher de laisser passer les ambulances du PMRC (Société Palestinienne d'Aide Médicale) et du Croissant Rouge – ils ne veulent pas qu'ils aident les shabab parce que s'il y a plus d'ambulances présentes, alors les jeunes vont tout simplement continuer, parce qu'ils savent que s'ils se font tirer dessus, quelqu'un sera là pour les prendre en charge et les aider.

ISM : Vous nous avez parlé de l'armée israélienne vous visant à la tête – que pouvez-vous nous dire de vos blessures ?

M. : Oui, ce jour là, je marchais dans sa direction [A], et ils ont commencé à tirer des grenades lacrymogènes directement sur lui, dans son dos, alors j'ai crié pour le [A] prévenir, il s'est retourné, a esquivé, et a juste reçu deux tirs dans les jambes. Ils [les soldats israéliens] ont appelé l'ambulance présente et leur ont dit « Ouais, un de vos toubibs s'est fait tirer dessus ».

A. : C'est vrai, ils ont appelé le chauffeur et lui ont demandé « comment va le toubib ? Si vous voulez l'emmener à l'hôpital, vous pouvez passer par le checkpoint – vous pourrez traverser. » Mais en fait, ils voulaient m'arrêter. Je ne suis pas parti avec l'ambulance.

M.: Un moment après, l'ambulance a évacué une autre personne et les soldats l'ont stoppée et immobilisée pendant 15 minutes – le temps de fouiller l'ambulance.



Des secouristes palestiniens évacuent un jeune palestinien blessé par les tirs des soldats israéliens pendant des affrontements devant la prison d'Ofer (Photo by Activestills)

A. : Ils ont demandé au chauffeur « où est le toubib ? » - le chauffeur m'a appelé et m'a dit « ils te cherchent. » Ils m'avaient pris pour cible - il m'avait tiré dessus à très courte distance, peut-être 40m. Il l'a vu - et puis ils voulaient m'arrêter. Les blessures ? Je ne sais pour lui [M], mais moi, j'ai été blessé plusieurs fois. A Nabi Saleh, à Ofer, à Qanaldiya, à Bili'in.

M. : Une fois, ils ont tiré directement sur nous juste ici [il montre] mais j'ai fait comme ça [il fait le geste d'esquiver] - alors il a été touché.

A. : Je suis comme un aimant.

ISM : Alors malgré le fait que vous portiez des tenues de secouristes et des sacs à dos - on peut facilement vous identifier comme secouristes ?

M. : Oui, c'est évident que nous sommes des secouristes, ils ne devraient donc pas nous tirer dessus, ni nous cibler, selon le droit humanitaire international. Mais ils s'en fichent.

A. : En fait, avec cet uniforme, ils nous ciblent, nous sommes visibles - « il y a un secouriste, on peut lui tirer dessus directement ».

ISM : Donc vous avez parlé d'une ambulance qui a été arrêtée au checkpoint et fouillée, faisant obstruction aux soins médicaux. De quelles façons l'armée israélienne entrave-t-elle votre travail ?

M. : En fait, l'histoire de l'ambulance a une explication - ils [l'armée israélienne] sont autorisés à contrôler les ambulances pendant 15 minutes - pas plus. Parce que pendant la seconde Intifada, il y avait un kamikaze à l'intérieur d'une ambulance, ils l'ont arrêtée à Jaba et les Israéliens ont fait venir tous les médias pour qu'ils filment. Alors depuis, ils sont autorisés à arrêter les ambulances et à les contrôler pendant 15 minutes. Ça fait partie de l'accord.

Une fois à Nabi Saleh, ils n'ont pas laissé entrer l'ambulance après qu'une fillette ait été blessée par une grenade lacrymogène. On a passé trois heures à appeler la Croix Rouge, le Croissant Rouge, mais rien. A la fin, ils ont fait venir une autre ambulance de Naplouse - de l'autre côté. Et il y avait un gars qui avait pris une balle caoutchouc-acier à courte distance, elle avait éraflé le sommet de son crâne et il avait une coupure de trois centimères - mais il allait bien. Ils [l'équipe d'ambulanciers] lui ont dit, si on t'emmène à l'hôpital, ils vont t'arrêter. Alors il a décidé de rester à Nabi Saleh. Après ça, quand un gars a été blessé par une balle dum dum - c'est la seule fois qu'ils ont laissé sortir l'ambulance. On a dû emmener les deux autres gars en taxi collectif à l'hôpital de Ramallah.

ISM : Habituellement, combien de blessures traitez-vous pendant une manifestation, et quel genre de blessures ?

A. : Cela dépend ! Si les soldats passent une bonne journée, ils tireront quinze ou seize fois. Mais s'ils sont en colère, beaucoup plus. Vingt, ving-cinq fois.

M. : Ils se servent de grenades lacrymogènes et de balles d'acier recouvertes de caoutchouc - ce sont les pires, parce qu'ils les tirent au hasard et touchent beaucoup de gens. Quand ils tirent à balles réelles, ils visent une seule personne, mais les balles caoutchouc-acier, ils les tirent par volées. Ca dépend aussi si tu comptes l'inhalation des lacrymogènes comme une blessure.

A. : Vous voyez, à Nabi Saleh, il y a à peu près cinq à six blessés par manifestation. Quelquefois davantage. Mais si vous regardez Ofer, dix-huit, dix-neuf - même une centaine, et quelquefois encore plus.

M. : Habituellement, ils n'utilisent que des lacrymogènes et des balles caoutchouc-acier. Je crois qu'à Nabi Saleh, il n'y a eu qu'un gars blessé par balle réelle.

Suite à la page (18)

Grave accident d'un appareil aérien à Jérémie



Deux personnes qui se trouvaient à bord de l'appareil ont été aussi trouvées carbonisées près de l'engin

Le matin du mardi 25 Juin dernier, dans la localité de Doudouce, section communale de Prévilée, 8 Kms de la ville de Jérémie, Grande Anse, un engin volant dont on n'a pas pu identifier le type, a été trouvé calciné proche d'une rivière de la dite localité. Deux personnes qui se trouvaient à bord de l'appareil ont été aussi trouvées carbonisées près de l'engin.

L'on est jusqu'à présent dans la complète ignorance des informations concernant l'appareil, à savoir sa provenance, le type de l'engin (hélicoptère ou avion), le nombre d'occupants à bord), etc.

La zone (Doudouce), étant une localité enclavée, isolée et dépourvue de tout accès en voiture, les autorités locales n'ont pu trouver personne pouvant leur fournir certaines informations.

Des experts issus de la force d'occupation d'Haïti MINUSTAH, doivent arriver sur les lieux ce mardi. Après leurs enquêtes, ils seront probablement en mesure de révéler tous les mystères de cet engin.

Suite de la page (4) A quand la tenue des élections...

haïtiens de participer aux affaires de leur pays. Le véritable enjeu d'une participation des compatriotes d'outre-mer est leur inclusion et leur implication dans la gestion de la chose publique. La principale étape vers cette intégration devra consister à lever les barrières constitutionnelles. Cela devra se faire par un amendement de la Constitution, notamment les articles relatifs à la double citoyenneté. Si on ne va pas vers l'essentiel, on risque d'orchestrer une vaste opération démagogique.

Francklyn B. Geffrard
Floride, 25 juin 2013
Centre International d'Etudes et de Réflexions (CIER)

Suite de la page (4)

investissements du gouvernement haïtien. Maduro a été reçu à l'aéroport Toussaint Louverture par le président Martelly et son épouse ainsi que le Premier ministre Laurent Lamothe

Maduro a profité pour paraphraser des paroles sincères de Chavez à l'égard du peuple haïtien comme par exemple « nous avons une grande dette envers Haïti. C'est une dette d'histoire, une dette morale. Elle ne peut pas être payée avec de l'argent, mais avec l'amour » Il continue « Nous sommes ici pour montrer la solidarité du peuple vénézuélien. Nous sommes en Haïti avec le coeur de tout le peuple vénézuélien, à l'exception d'une minorité toute petite, raciste et anti-chrétienne »

Malheureusement et Chavez, et Maduro ne connaissent rien de l'emploi de l'argent de Petro Caribe détourné dans des projets banals et fumeux, tels que : Ti manman cheri, katye pa m poze…etc ainsi que d'autres montées de toutes pièces pour ironiser les masses défavorisées.

N'est il pas tant qu'une commission sérieuse soit formée avec des citoyens honnêtes de sorte que le Venezuela soit édifié de l'emploi de son soutien à Haiti. L'aide de Dessalines et de Pétion à Miranda et à Bolivar n'a pas été pour le service de la classe dominante, mais bien pour aider la Grande Colombie à sortir de la domination coloniale espagnole. Nous reviendrons la semaine prochaine sur cette visite importante.

Suite de la page (3)

admet-il, en ajoutant qu'AKJ ne peut le voir parce qu'il n'a pas encore été approuvé.

Le travail pour les infrastructures préliminaires du site coûtera « environ 50 millions $US ». Mais ce proto-bidonville n'est pas près de devenir un quartier organisé. Entre autres défis, il faudra convaincre les résidents qui ont marqué « leur » lot de céder la place aux infrastructures.

« C'est un projet à très long terme », admet M. David. Et les fonds ne seront pas faciles à trouver. « Il nous faudra beaucoup de ressources, et l'État ne dispose pas de tout le financement nécessaire… Nous cherchons des fonds pour au moins pouvoir commencer, ajoute-t-il. Et ça n'est pas pour demain. »

Pendant ce temps, les nouveaux « squatters » continuent d'affluer dans ce « no man's land » avec leur baluchon, leurs piquets de tente et quelques blocs de ciment.

Ayiti Kale Je est un partenariat établi entre AlterPresse, la Société pour l'Animation de la Communication Sociale (SAKS), le Réseau des Femmes Animatrices des Radios Communautaires Haïtiennes (REFRAKA), les radios communautaires et des étudiants de la Faculté des Sciences Humaines/ Université d'Etat d'Haïti.

Ayiti kale je 17 juin 2013

Suite de la page (8)

étudiants étrangers, Diplômée de Sciences Po Paris, Master en Affaires Internationales, Diplômée de la London School of Eonomics, MSc **in** International Political Economy, Nominée "Global Shaper" par le Forum Economique Mondial.

Avant de terminer, nous nous demandons si des énergumènes assidus de la trempe de Magalie Comeau Denis, de Lionel Trouillot et autres forcenés du Collectif Non ne sentent pas le picotement face à tant d'héroïsme de Madame Dramé? Qui ne serait pas au courant du rôle de fripouille qu'ont joué ces furibonds du Collectif Non, cet assortiment d'intellectuels aliénés dans le cadre du chambardement de 2004 concocté par cette même France. Mais l'empire clone toujours les fossoyeurs inconscients, qui, sous ses dictées détruisent leur propre pays. Fervents adeptes GNB, qu'en pensez-vous ?

PRODUISONS DE LA RICHESSE ET * RÉPARTISSONS ÉQUITABLEMENT SES FRUITS

Nous avons osé être libres, osons l'être par nous-mêmes et pour nous-mêmes.
Jean-Jacques Dessalines

…Pour éviter la catastrophe, nous n'avons pas d'alternative. Nous devons nous mettre immédiatement au travail et reconstruire un nouveau type d'économie dont la forme et la fonction soient déterminées d'abord par la nature intrinsèque du sol et la topographie générale de la République…
Anthony Lespès (1944)

N'ALLONS PAS CHERCHER AU CIEL CE QUI EXISTE SUR TERRE ET SACHONS TIRER PROFIT D'ABORD ET AVANT TOUT DE NOS PROPRES RESSOURCES.

Savez-vous que depuis 1986, la BANQUE MONDIALE et LE FMI, ont exigé au pays, une ouverture criminelle de son commerce extérieur qui a emporté des branches entières de son industrie locale et secoué la production agricole dans ses fondements. D'ailleurs dès 1988, la BM dans un document d'évaluation se réjouissait de cette situation en disant qu'il fallait s'attendre au démantèlement de l'industrie haïtienne après l'ouverture adoptée. En contrepartie, les haïtiens allaient pouvoir manger à très bon marché. Hélas !!!

L'une des principales conditions du retour du Président Jean-Bertrand Aristide en 1994, fut le démantèlement complet de ce qui restait de droits de douane d'une certaine importance en plus d'un vaste programme de privatisation. Ainsi fut consacrée l'ouverture totale et complète du commerce extérieur d'un pays aux ressources limitées. Soi-disant pour que le peuple puisse manger à bas prix. En réalité, pour offrir aux grandes puissances des parts substantielles du marché haïtien, au mépris du droit élémentaire des peuples à la vie, à l'alimentation et à l'autodétermination.

C'est dans ce contexte de jeu de dupes, que les grandes puissances ont affaibli chaque fois plus l'Etat Haïtien totalement dépouillé des quelques moyens financiers dont il disposait autrefois. L'ouverture inconsidérée des marchés et l'invasion de produits tels le riz, le maïs, les ailes de poulets, les oreilles de cochons, le lait, l'huile, les œufs, le sucre… ont renvoyé des milliers de paysans mains vides et ventre creux. On a estimé à plus de 800, 000 agriculteurs sur dix ans, les victimes des politiques d'ouverture criminelle pratiquée par les gouvernements haïtiens.

Et pourquoi les Seigneurs de la Pauvreté font-ils semblant de s'apitoyer sur l'augmentation de la misère ? Pince sans rire, le Président de la Banque Mondiale a honoré de sa présence le FORUM SUR LA PAUVRETE EXTREME, organisé du 6 au 9 novembre 2012. Une manière de nous dire que la pauvreté est encore acceptable, et qu'il faut se concentrer sur la diminution de l'extrême pauvreté. Il est vrai que le ridicule ne tue pas !!!!!!!!!!!!!!!!!!!

En fait, les grandes puissances et leurs bras financiers essaient de nous faire avaler la pilule amère, en se présentant comme **Nos Amis.** Et après nous avoir dépouillés de la Minoterie, de la Cimenterie, après avoir vidé la Téléco de sa substance au profit de certains copains coquins, aujourd'hui milliardaires, les amis d'Haïti acceptent de nous faire des dons- ô générosité- pour combattre l'extrême pauvreté. Extrême pauvreté construite et entretenue dans une bonne mesure par ces Seigneurs, nos **bons amis**.

Entretemps, la facture du riz s'élève à US$ 200 millions, celle du lait à US$ 50 millions, celle des œufs à US$ 20 millions, celle des morceaux de poulets à US$ 12. 5 millions, pour ne citer que ceux-là.

Pour votre gouverne voilà quelques tarifs douaniers en cours :

Riz	*3%*
Farine de blé	*0%*
Sucre	*0%*
Maïs	*15% (semences)*
Maïs	*5%*
Banan	*0%*
Sorgho	*0%*
Pois	*5%*
Viande de porc	*5%*
Viande de poulet	*5%*
Œufs	*0%*
Lait	*0%*
Huile	*0%*

La majorité de ces tarifs se situaient à 50%, jusqu'au démantèlement exigé par le FMI et la Banque Mondiale, sous dictée du PLAN AMERICAIN POUR HAITI après 1986.

SAVIEZ VOUS QUE :

En 1940 nous exportions plus de 3 millions de régimes de bananes, cultivés par les petits agriculteurs et plus de 7 millions de régimes en 1947.

Jusqu'en 1970, Haïti importait à peine 10% de produits alimentaires.

Selon la FAO, la production de fruits est estimée à 796 650TM (2005). La transformation de ces fruits jusqu'ici demeure insignifiante. On risquerait de manquer de bras pour leur transformation en jus, confiture, marmelade, compote etc.

La production de mangues est estimée à 250 000-400 000 TM (USAID). Vous vous imaginez les dizaines de PME qui pourraient se charger de la mise en boîte du jus de mangues aux mille saveurs, en plus des mangues séchées mises en sachets ?

La Commune de Gros-Morne exporte près du tiers des mangues francisques, mais les producteurs tirent peu de profits de ce commerce.

Le marché national de clairin est estimé à 3milliards de gourdes (Paul Duret 2010) et pourrait se multiplier par trois avec des investissements adéquats. Aujourd'hui, cet important secteur qui fait travailler au moins 130 000 personnes est mis en péril par l'importation d'éthanol vendu en contrebande par de gros importateurs. Avec des investissements adéquats, et une protection judicieuse, le secteur peut facilement augmenter à 300 000 le nombre de travailleurs. Une maîtrise de la production d'énergie à partir de la bagasse appuierait certainement le développement de ce formidable potentiel.

Selon l'agronome Paul Duret, la variété igname Martinique est très demandée à Porto-Rico. Avec des investissements de US$ 6 160= on peut obtenir douze (12 TM) à l'ha, et des bénéfices de US$ 4 000. Multiplions les producteurs bien rémunérés.

Le pays possède environ 700 000 vaches pouvant produire plus de 100 000TM de lait, alors que grâce au tarif zéro, nous importons du lait pour 50 millions de dollars américains. Nous devrions implanter au moins 30 (trente) laiteries par département. Et au fur et à mesure, on installerait des beurreries et des fromageries artisanales. Ce sont des milliers d'emplois qui seraient créés dans tout le pays. A condition que l'on remette en vigueur un tarif d'au moins 40%. En plus, la création de tanneries comme autrefois, aiderait au développement des métiers liés au travail des peaux : la maroquinerie, la cordonnerie, la tapisserie, etc., encore d'autres milliers d'emplois.

L'Agriculture du pays, selon le récent recensement du MARNDR fait travailler 4, 386, 439 personnes. LA MAJORITE VIT DANS LA PAUVRETE au milieu d'un potentiel extraordinaire de création de richesses. Ce sont des PRODUCTEURS pas des parasites urbains. Investissons dans les jardins ruraux et dans le monde rural.

Certains Départements du pays pourraient donner à manger au pays tout entier.

Alors, sommes-nous pauvres ? Si nous le sommes, les raisons d'une si lamentable situation crèvent les yeux. Ne cherchons pas des solutions qui viendraient du ciel, ou d'ailleurs ; elles sont là, sur cette terre d'Haïti.

Myrtha Gilbert
Professeur et chercheur
8 novembre 2012

Sources :

Colloque National sur la problématique des micros, petites et moyennes entreprises du secteur agro-industriel en Haïti. 11-12 mai 2007.

Marc Dufumier, Les conditions économiques et sociales de la production agricole en Haïti. Revue Conjonction 1991.

Politique de Développement agricole 2010-2025. Joanas Gué, MARNDR

Potentiel de la frontière haïtienne, Nuestra frontera. Org. Paul Duret 2010

Recensement Général Agriculture Nationale. Statistiques agricoles, MARNDR, 30 octobre 2012.

Myrtha Gilbert, SHADA : Chronique d'une extravagante escroquerie, 2012.

*Texte envoyé aux organisateurs du COLLOQUE NATIONAL SUR LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE EXTREME EN HAITI. 6- 9 novembre 2012, légèrement remanié.

Suite de la page (12) Grève générale…

6 jours, ce qui voudrait dire que les travailleurs pourraient être forcés à travailler la samedi à taux simple. Similairement, les employeurs veulent augmenter la plage horaire actuelle de trois heures : de 6 h 30 à 17 h, elle serait plutôt de 5 h 30 à 19 h.

Afin de réduire encore plus leurs dépenses en heures supplémentaires, les employeurs veulent abolir le temps double pour les 8 premières heures supplémentaires sauf si c'est un dimanche ou un jour férié. Les employeurs cherchent aussi à abolir le temps payé en cas d'intempéries et à diminuer la compensation pour les frais de transport quand les travailleurs doivent parcourir une distance importante pour se rendre à un chantier.

En plus, les patrons de la construction exigent une forte augmentation du nombre d'employés qu'ils choisissent parmi leurs propres employés permanents. Les patrons veulent faire passer ce nombre, qui est actuellement de 3 employés sur 6, soit 50 %, à 8 employés sur 10, soit 80 %.

La grande entreprise québécoise appuie entièrement le patronat du domaine de la construction. Yves-Thomas Dorval, le président du Conseil du patronat, a soutenu les employeurs et leur tentative d'imposer une hausse de salaire annuelle de 1 %, affirmant en un mensonge évident que ce serait une mesure adéquate pour défendre le pouvoir d'achat des travailleurs. «Mais aller au-delà comporte des risques économiques réels... il est tout aussi important de maintenir des coûts globaux qui demeurent concurrentiels pour les donneurs d'ouvrage afin d'éviter de nuire à la compétitivité de l'industrie de la construction, à l'investissement et à la situation des finances publiques au Québec.»

Les médias institutionnels au Québec présentent depuis longtemps les travailleurs de la construction comme étant surpayés. En fait, leurs salaires sont bien en dessous de ceux de l'Ouest canadien. Le salaire moyen est de seulement 35 000 dollars par année et ce, pour un travail qui est physiquement très dur, dangereux, et doit souvent être fait dans des conditions climatiques difficiles. Beaucoup de travailleurs dépendent de l'assurance emploi pour leur revenu pendant une partie de l'année. Ceci veut dire qu'ils sont aussi touchés par la récente «réforme» de l'assurance emploi du gouvernement conservateur fédéral, qui réduit les prestations pour des prestataires «à répétition» et les élimine entièrement pour ceux qui n'acceptent pas un travail moins bien payé que leur travail précédent.

Au fil des trois dernières décennies, les gouvernements du Québec ont souvent privé ou menacé de priver les travailleurs de la construction de leur droit de grève. Les deux plus grands partis de l'opposition, les libéraux et la CAQ, ont signalé qu'ils seraient prêts à réintroduire de telles mesures. La semaine dernière, le critique libéral en matière de travail, Guy Ouellette, a déclaré qu'une grève était une menace inacceptable pour l'économie du Québec : «L'économie ne va pas très bien; la construction ne va pas très bien… Le Québec ne peut pas être en grève, car cela va faire mal à l'économie.» Le maire populiste de droite de la ville de Québec, Régis Labeaume, a pour sa part déclaré, « Si c'était de moi, ils ne passeraient pas la semaine… Je demanderais une loi spéciale.»

Le PQ a souvent utilisé de telles lois pour briser des grèves et imposer des concessions. En 1999, le gouvernement du PQ de Lucien Bouchard a passé une loi qui criminalisait une grève des infirmières de la province, et qui les menaçait de sévères amendes.

Dans ce cas-ci par contre, le PQ a d'abord préféré se fier aux syndicats pour mettre fin à la grève aussi rapidement que possible. La ministre du Travail du PQ, Agnès Maltais, a plusieurs fois soutenu que le gouvernement n'avait pas l'intention d'introduire de loi spéciale, affirmant que la solution au conflit «passe nécessairement par la négociation et donc par des compromis».

Les syndicats au Québec, ainsi qu'à travers le reste du Canada, étouffent la lutte des classes depuis des décennies en collaborant avec les employeurs dans leur imposition de réductions d'emplois et



de salaires, et avec le gouvernement dans leur démantèlement des services publics. La grève des infirmières en 1999 était une rébellion contre les conditions créées par de sauvages coupes dans les dépenses sociales introduites par le PQ avec le plein appui des syndicats au nom du «déficit zéro».

Le printemps dernier, les syndicats ont travaillé main dans la main avec l'élite du Québec pour mettre fin à la grève étudiante, qui, en rejetant le principe réactionnaire de «l'utilisateur payeur» du gouvernement, représentait un défi implicite au programme d'austérité de la classe dirigeante à travers le Canada. D'abord, les dirigeants des syndicats principaux ont cherché à intimider les étudiants pour qu'ils acceptent une entente pourrie qui aurait imposé toute la hausse des frais de scolarité. Ensuite, ils ont annoncé leur respect total de la loi draconienne connue sous le nom de «loi 78» et ont tout fait pour détourner l'opposition de masse aux libéraux derrière l'élection du PQ tout aussi propatronal.

Élu avec l'appui des syndicats, le PQ s'est rapidement tourné vers l'imposition de mesures d'austérité, incluant des coupes de budget qui vont au-delà de ceux de son prédécesseur libéral.

Pour mener à bien leur lutte contre les concessions, les travailleurs de la construction doivent reconnaître que les syndicats ne sont pas moins opposés à leurs intérêts de base que les employeurs ou le gouvernement, qui, malgré les affirmations de Maltais, est prêt à faire passer une loi spéciale si les syndicats ne mettent pas rapidement fin à la grève en abandonnant des demandes clés des travailleurs. Les syndicats ont déjà signalé qu'ils faisaient marche arrière pour la hausse des salaires de 3 % par an pour les trois premières années et de 3,75 % pour la quatrième année.

Les syndicats de la construction du Québec exemplifient la transformation des syndicats partout dans le monde en des auxiliaires corporatistes de la grande entreprise et de l'État qui fonctionnent pour assurer les profits des investisseurs et la compétitivité des entreprises aux dépens des travailleurs, et qui sont contrôlés par des bureaucrates privilégiés avec des salaires à six chiffres et de somptueux comptes de dépenses.

Suite aux révélations concernant la corruption systématique dans l'industrie de la construction du Québec, les travailleurs ont appris que les dirigeants des syndicats de la construction et du Fonds de solidarité FTQ ont d'étroites relations personnelles et d'affaires avec les patrons de la construction. Le Fonds de solidarité a acheté des propriétés du patron Tony Accurso à des prix au-dessus du marché, pendant que le président de la FTQ, Michel Arsenault, se divertissait sur le yacht de luxe d'Accurso.

La semaine dernière, le négociateur en chef de l'Alliance syndicale, Donald Fortin, a annoncé sa démission pour des raisons de santé après que le journal de droite le Journal de Montréal ait publié un rapport affirmant que des compagnies de construction lui avaient fourni gratuitement la main-d'oeuvre et les matériaux pour la construction d'une maison de luxe afin «d'acheter la paix».

Wsws 19 juin 2013

Suite de la page (12)

gouvernée par el-Assad et une autre gouvernée par des pro-Occidentaux ? Cependant, deux points sont clarifiés : d'une part, le Front Al-Nosra ne doit pas participer à Genève 2 et doit être expulsé de Syrie et, d'autre part, une commission ad hoc des Nations Unies enquêtera sur l'usage d'armes chimiques, mais elle sera composée d'experts de l'Organisation pour l'interdiction de ces armes et de l'Organisation mondiale de la Santé.

C'est à la fois peu et beaucoup. C'est peu car les franco-britanniques n'ont toujours pas abandonné l'idée que Genève 2 devrait être la conférence de la capitulation syrienne face aux exigences de la colonisation occidentale. C'est beaucoup parce que le G8 condamne explicitement le soutien du Conseil de coopération du Golfe au Front Al-Nosra, et parce qu'il enterre honorablement la polémique médiatique sur les armes chimiques. Reste à savoir si tout cela est sincère.

Il semble en tout cas que la Russie n'en soit pas certaine. Dans un point de presse à l'issue du sommet, Vladimir Poutine a indiqué que d'autres membres du G8 ne croyait pas à l'usage d'armes chimiques par le gouvernement de Damas, mais par les groupes armés. Il a rappelé que la police turque avait saisi du gaz sarin chez des combattants de l'opposition syrienne et que, selon les documents turcs, ce gaz leur avait été fourni depuis l'Irak [par l'ancien vice-président du Baas irakien, Ezzat al-Douri]. Surtout, le président Poutine a évoqué plusieurs fois ses interrogations sur la livraison d'armes par les États-Unis et leurs alliés. Il a souligné que le débat ne portait pas sur le fait de le faire ou pas, mais de le faire officieusement ou officiellement ; chacun étant conscient que, depuis deux ans, les « commandos » disposent d'armes qui leur viennent de l'étranger.

Deux jours plus tard, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergey Lavrov, mettait les États-Unis au défi de leur cohérence. Il soulignait que les initiatives de condamnation unilatérale de la Syrie à l'ONU et les déclarations sur la possible création d'une zone d'exclusion aérienne étaient des signaux d'encouragement aux « commandos » de mercenaires, y compris à ceux d'Al-Qaeda.

L'économie internationale

Le second jour du sommet fut plus facile. On y parla de la santé de « l'économie mondiale » ; une expression que les Anglo-Saxons tentent d'éviter au profit de concepts pragmatiques : « commerce », « systèmes de taxes », et « transparence des Finances publiques ».

S'il existe un intérêt commun aux participants du G8 de s'aider mutuellement à recouvrir des impôts et taxes, donc de lutter contre l'évasion fiscale dont ils sont victimes, il existe aussi un intérêt des Anglo-Saxons à entretenir leurs propres paradis fiscaux dont les autres participants sont dépourvus.

Le consensus a donc porté sur la transparence de la propriété des entreprises off shore, de sorte que l'on puisse déterminer à qui elles profitent. Là encore, c'est peu et c'est beaucoup.

C'est peu parce que les Britanniques entendent conserver leur avantage en matière de paradis fiscaux, mais c'est beaucoup pour surveiller l'action des compagnies multinationales.

Deux autres sujets de consensus doivent être notés : le refus collectif de payer pour des libérations d'otage (mais sera t-il réellement suivi ?) et l'incitation faite à la zone euro d'unifier son système bancaire pour prévenir la reproduction des crises financières nationales.

Le G8 est toujours vivant

En définitive, le G8 a montré son utilité. S'il avait perdu de son intérêt durant la période de domination mondiale des États-Unis (« le monde unipolaire »), il le retrouve aujourd'hui sur une base plus équilibrée. Lough Erne aura permis de mesurer les hésitations US en Syrie et la détermination russe. Le sommet aura également réduit l'opacité des compagnies off shore. Le G8 reflète d'une part l'opposition géopolitique entre les États-Unis (puissance déclinante), le Royaume-Uni et la France (puissances coloniales), et la Russie (puissance émergente) ; et d'autre part la globalisation du capitalisme, dont se réclament tous les participants.

Réseau Voltaire 23 juin 2013

Suite de la page (7)

dans la région métropolitaine de Port-au-Prince et dans les grandes villes de province font partie de la stratégie de survie du système politique et archaïque haïtien. Ces couches vulnérables et nécessiteuses développent une dépendance à outrance vis-à-vis de l'Etat et des détenteurs du pouvoir économique. Ils se comportent en spectateurs distraits et non en acteurs de leur propre histoire, misant leur patience sur le bon-vouloir du gouvernement, d'Organisations Non Gouvernementales et d'Organismes humanitaires. Les occupants des bidonvilles sont devenus taillables et corvéables à merci, mais aussi un pion indispensable et exploitable de par leurs conditions sociales dans le jeu politique traditionnel.

Un candidat à un poste électif quelconque doit nécessairement compter sur l'appui des occupants des bidonvilles qui jouent un rôle de premier plan, lors des joutes électorales. Ils sont les premiers à se mobiliser pour investir les bureaux de vote pendant que les couches aisées sont dans l'expectative. Les bidonvilles, forts de la misère, de l'insécurité foncière, des logements insalubres qui les caractérisent, constituent un creuset pour les organismes locaux et internationaux qui font leur beurre sur le dos des pauvres. Cette structure est en sorte une assez bonne justification pour les faiseurs de projets d'aide auprès de l'international. Au lieu de résoudre les problèmes ponctuels à l'intérieur des bidonvilles, ils en rajoutent, provoquant un environnement inséré avec des rivalités inter-bidonvilles ou entre des habitants eux-mêmes. Ces endroits génèrent également des groupes armés qui, le plus souvent, travaillent pour des hauts placés et leaders qui ont grand intérêt dans le statu quo. Cité Soleil avec plus d'un demi-million d'occupants est un exemple vivant.

Donc, le problème Canaan reste entier, même si l'arrêté gouvernemental du 22 mars 2010 a déclaré d'utilité publique l'Habitation Corail Cesseless. Cette disposition gouvernementale ne s'accompagne d'aucun projet d'aménagement. L'Unité de Construction de Logements et Bâtiments Publics (UCLPB) n'a pas encore dévoilé la position de l'Etat sur le futur de la région. Par contre, une Société privée d'Aménagement et de Développement (SODADE) chiffrait déjà à près de 50 millions de dollars un plan d'urbanisation de cette région sur un peu plus de 50 hectares, soit la moitié de l'espace.

Faudrait-il attendre l'érection définitive des maisonnettes à Canaan pour que le gouvernement intervienne en fournissant aux propriétaires des marmites de peinture pour rafraichir les devantures des maisons de manière à cacher leur laideur aux touristes empruntant la nationale numéro 1 en route pour les plages de Montrouis. Ce sera "Canaan en couleur". Comme ce fut le cas pour le bidonville de Jalousie au pied de la colline, à Pétion-Ville. Dans le cadre du programme de distribution de peinture, le prochain sera "Morne l'Hôpital en couleur" où un immense bidonville s'est installé sur les pentes du morne, pendant les 30 dernières années. Port-au-Prince, capitale bidonville est à l'image de ses habitants.

(1) Jean Tuati, hypnoterapeute

Groupe URD (Urgence – Réhabilitation- Développement)

Jose Clément
Centre International d'Etudes et de Recherches
Maryland, le 24 juin 2013

Suite de la page (10)

entre capitalistes et classe des travailleurs.

Par ailleurs, on a des signes évidents d'une droite très bien articulée avec ses services d'intelligence qui utilisent l'internet, sous différents masques, pour lancer des rumeurs et des courants d'opinion. Un message étrange peut être soudainement reproduit des milliers de fois et diffusé comme s'il s'agissait de l'expression de la majorité. Ces mécanismes de manipulation ont été utilisés par la CIA et le département d'État, lors du printemps arabe, de la tentative de déstabilisation du Venezuela, dans la guerre de Syrie. Il est clair qu'ils opèrent ici aussi pour atteindre leurs objectifs.

Brasil de Fato – Quels sont les objectifs de la droite et ses propositions ?

João Pedro Stedile – La classe dominante, les capitalistes, les intérêts de l'empire états-unien et leurs porte-paroles idéologiques qui apparaissent tous les jours à la télévision, ont un grand objectif : saper au maximum le gouvernement de Dilma, affaiblir les formes d'organisation de la classe travailleuse, déjouer les propositions de changements structurels dans la société brésilienne et gagner les élections de 2014, pour reconstruire une hégémonie totale aux commandes de l'État brésilien, actuellement objet de la bataille.

Pour atteindre ces objectifs, elle avance à tâtons, alterne ses tactiques. Parfois elle provoque les violences pour noyer les objectifs des jeunes. Parfois elle inscrit ses messages sur leurs pancartes. Par exemple la manifestation de samedi dernier à São Paulo, bien que réduite, a été totalement manipulée par des secteurs de droite qui n'ont évoqué que la lutte contre la PEC 37, avec des pancartes et des slogans étrangement semblables. Certainement la majorité des jeunes ignore de quoi il s'agit. C'est un thème secondaire pour le peuple ; mais la droite tente de hisser la bannière du moralisme comme l'a fait l'UDN dans le passé. Ce qu'elle fait déjà au sein du congrès, elle veut le prolonger dans la rue.

J'ai remarqué dans les réseaux sociaux contrôlés par la droite que leurs bannières, en plus de la PEC 37, sont : la sortie de Renan du sénat; une commission d'enquête parlementaire et la transparence sur les frais de la Coupe; déclarer la corruption comme crime odieux et la fin de l'immunité pour les politiques. Déjà les groupes les plus fascistes répètent "Dilma dégage" et signent les pétitions pour son impeachment. Heureusement ces bannières n'ont rien à voir avec les conditions de vie des masses, même si elles peuvent être manipulées par les médias. Et objectivement la droite peut se tirer une balle dans le pied. En fin de compte c'est la bourgeoisie brésilienne, ses entrepreneurs et ses politiciens qui sont les premiers corrupteurs et les premiers corrompus. Qui s'est approprié les dépenses excessives de la coupe ? Le réseau médiatique Globo et ses entreprises !


João Pedro Stedile, coordinateur national du Mouvement des Travailleurs Ruraux Sans Terre

Brasil de Fato – Quels sont les défis pour les travailleurs, les organisations populaires et les partis de gauche ?

João Pedro Stedile – Ils sont nombreux. D'abord nous devons prendre conscience de la nature de ces manifestations, descendre tous dans la rue, nous battre dans les coeurs et dans les esprits pour politiser cette jeunesse encore dépourvue d'expérience de lutte des classes. Deuxièmement, la classe travailleuse doit se mettre en mouvement. Dans la rue, dans les usines, dans les zones rurales et dans les chantiers, comme dit Geraldo Vandré. Exprimer ses revendications pour résoudre les problèmes qu'elle affronte comme classe, du point de vue politique et économique. Troisièmement, nous avons besoin d'expliquer au peuple quels sont ses ennemis principaux. Aujourd'hui ce sont des banques, les entreprises transnationales qui ont pris les rennes de notre économie, ainsi que les grands propriétaires de l'agro-business, et les spéculateurs.

Nous devons prendre l'initiative de lancer un débat dans la société pour exiger l'approbation de la réduction de la journée de travail à 40 heures ; pour exiger que la priorité des investissements publics soit la santé, l'éducation, la réforme agraire. Mais pour cela le gouvernement doit réduire les taux et transférer les ressources des excédents primaires, ces 200 milliards qui vont chaque année aux 20 mille riches, rentiers, créanciers d'une dette interne dont nous ne sommes pas responsables, transférer ces ressources aux investissements productifs et sociaux. C'est là toute la question qui se pose au gouvernement de Dilma Roussef, du point de vue de la lutte des classes : les ressources publiques iront-elles à la bourgeoisie rentière ou serviront-elles à résoudre les problèmes de la population ?

Il faut approuver d'urgence, pour qu'elle soit opérationnelle avant les prochaines élections, une réforme politique ambitieuse, qui institue au minimum le financement public exclusif de la campagne ainsi que le droit de révoquer les mandats et le droit au plébiscite d'initiative populaire.

Nous avons besoin d'une réforme fiscale qui revienne au paiement de la TVA des exportations primaires, pénalise la richesse des riches, et diminue la fiscalité des plus pauvres, qui sont ceux qui paient le plus.

Nous avons besoin de la suspension par le gouvernement de toutes les concessions sur l'exploitation de notre pétrole et de toutes les concessions privées sur les mines et d'autres domaines publics. Cela ne sert à rien d'investir toutes les redevances pétrolières dans l'éducation, alors que ces royalties ne représentent que 8% des revenus du pétrole et que 92% iront aux sociétés transnationales devenues propriétaires du pétrole grâce aux concessions !

Une réforme structurelle en milieu urbain, qui redéfinisse les priorités des transports publics de qualité et avec des tarifs zéro. Il a été démontré que ce n'est ni coûteux ni difficile d'introduire la gratuité des transports pour les masses d'habitants des capitales.

Et finalement nous devons profiter du projet de la Conférence nationale sur la communication, largement représentative, pour démocratiser les médias. Pour en finir avec le monopole de Globo, afin que les organisations populaires disposent d'un large espace pour communiquer entre elles, pour créer leurs propres médias, avec des ressources publiques. J'ai entendu divers mouvements de jeunesse qui articulent les marches dire que peut-être que la seule bannière qui unifie tout le monde est "A bas le monopole de Globo !"

Mais pour que ces revendications aient un impact dans la société et fassent pression sur le gouvernement et la classe politique, il faut impérativement que la classe des travailleurs se mobilise.

Brasil de Fato – Et que doit faire le gouvernement à présent ?

João Pedro Stedile – J'espère que le gouvernement aura la sensibilité et l'intelligence de profiter de cet appui, de ce cri qui vient de la rue, qui n'est que la synthèse d'une conscience diffuse dans la société que l'heure est venue de changer. Et de changer en faveur du peuple. C'est pourquoi le gouvernement doit affronter la classe dominante dans tous les domaines. Affronter la bourgeoisie rentière, déplacer le paiement des intérêts vers des investissements dans des domaines qui permettent de résoudre les problèmes des gens. Il faut promouvoir immédiatement des réformes politiques et fiscales. Lancer l'approbation du projet de démocratisation des médias. Créer des mécanismes d'investissements lourds dans les transports publics, qui mènent au tarif zéro. Accélérer la réforme agraire et mettre en oeuvre un plan de production d'aliments sains pour le marché interne. Garantir tout de suite 10% du PIB pour le financement public de l'éducation à tous les niveaux, pour l'école maternelle dans les grandes villes, pour un enseignement fondamental de qualité et pour l'universalisation de l'accès des jeunes à l'université publique.

Sans cela viendra la déception, et le gouvernement laissera à la droite l'initiative de ces revendications, ce qui va le miner à l'approche des élections de 2014. C'est l'heure pour le gouvernement de s'allier au peuple ou de payer la facture de l'avenir.

Brasil de Fato - Quelles perspectives ces mobilisations peuvent-elles apporter au pays dans les prochains mois ?

João Pedro Stedile – C'est encore l'inconnue car le débat se poursuit parmi les jeunes et les masses. C'est pour ça que les forces populaires et les partis de gauche doivent jeter toute leur énergie dans la mobilisation de rue. Se manifester, hisser leurs pancartes pour revendiquer des réformes qui intéressent le peuple. La droite va faire la même chose et pousser ses slogans conservateurs, régressifs, de criminalisation et de stigmatisation des idées de changement social. Nous sommes en pleine bataille idéologique et nul ne sait encore quel en sera le résultat. Dans chaque ville, dans chaque manifestation, nous devons nous battre dans les coeurs et dans les esprits. Celui qui veut rester en dehors, sortira de l'Histoire.

***João Pedro Stedile**, coordinateur national du Mouvement des Travailleurs Ruraux Sans Terre

Brasil de Fato 24 juin 2013
Traduction : Thierry Deronne
Mouvement des sans terre
25 juin 2013

Washington veut l'extradition de Snowden !

L'ex-consultant de la CIA Edward Snowden, accusé d'espionnage par Washington qui en demande l'extradition, est resté invisible depuis son départ de Hong Kong et son arrivée dimanche à Moscou. Selon le fondateur de WikiLeaks, Julian Assange, il aurait obtenu "des papiers de réfugié" délivrés par l'Équateur.

Mais où est Edward Snowden, l'ex-consultant de la CIA accusé d'espionnage par Washington? Personne ne semble en mesure de répondre à cette question ce lundi. Il est en "bonne sante et en sécurité', selon le fondateur de WikiLeaks, Julian Assange, qui n'a pas voulu dire où il se trouvait. On sait qu'il a quitté Hong Kong dimanche. Il aurait pris le vol SU213 de la compagnie aérienne russe Aeroflot à destination de Moscou, a annoncé le grand quotidien anglophone de Hong Kong, le South China Morning Post, citant des sources "fiables". Selon WikiLeaks, il aurait gagné la Russie en précisant que la destination finale serait la République d'Équateur. Et depuis? Rien. Des journalistes pensaient le voir dans un avion vers l'Amérique du Sud. Ses sièges réservés étaient vides.

Selon Julian Assange,

Suite à la page (18)



Le président russe Vladimir Poutine a déclaré mardi qu' Edward Snowden, l'ex-consultant de la NSA recherché par les Etats-Unis, se trouvait toujours en zone de transit à l'aéroport de Moscou, mais a assuré que la Russie n'y était pour rien et rejeté les accusations de Washington



Edward Snowden

Moldavie : la faucille et le marteau ainsi que le nom « communiste » ne sont plus interdits !

Si l'offensive anti-communiste s'intensifie dans toute l'Europe, elle prend des formes plus brutales en Europe de l'est : en Moldavie comme en Hongrie, l'interdiction même des symboles, du nom et de l'idéologie communistes est désormais mise sur la table. La Moldavie, au-delà de la taille relativement modeste de ce pays, est un territoire stratégique entre Russie et Union européenne, un territoire où existe un Parti communiste de masse qui n'a pas renié le nom ou les symboles communistes après 1991.

Loin d'avoir chuté, le Parti communiste de la République de Moldavie (PCRM) a connu depuis une irrésistible ascension, après que les dernières illusions sur la restauration du capitalisme sont tombées.

Entre 2001 et 2009, sous la présidence de Vladimir Voronin, ce sont les communistes qui ont gouverné cette République de 4 millions d'habitants. Les dernières élections de 2009 ont fait du PCRM, plus que jamais, le premier parti du pays avec 44,76% des voix, soit 30 points devant le Parti libéral-démocrate, deuxième formation du pays !

Toutefois, en vertu des mécanismes de constitution d'une majorité parlementaire, avec ses 48 sièges, les communistes ont dû laisser le pouvoir à la dite « Alliance pour l'intégration européenne » composée des quatre autres partis de droite libéraux, nationalistes pro-roumains et européistes.

Devant la popularité croissante du Parti communiste depuis 2009, la classe dirigeante moldave a paniqué. Le 1er octobre 2012, elle a fait passer une motion au Parlement interdisant « sur tout le territoire, avec des objectifs politiques de propagande, les symboles communistes (comme la faucille et le marteau) ».

Depuis octobre, le Parti communiste mobilise ses forces, emmène dans les rues des dizaines de milliers de personnes, ce fut le cas dernièrement pour les manifestations pour la Victoire sur le fascisme, le 9 mai dernier.

Sous un rapport de forces de plus en plus défavorable à la coalition gouvernementale – le Parti communiste est donné grand gagnant des prochaines élections législatives de 2014 – le gouvernement a été contraint au recul

Ce 4 juin, c'est la Cour constitutionnelle de Moldavie qui a déclaré anti-constitutionnel le projet de loi proposé par le gouvernement visant à interdire les symboles communistes, faucille et marteau.

Le PCRM pourra donc continuer de porter le nom de « communiste » et maintiendra la faucille et le marteau comme symboles du parti, sur ses affiches, tracts ou bulletins de vote. Le président du PCRM, Vladimir Voronin, a salué cette décision de la Cour Constitutionnelle. Il a renversé l'accusation, proposant plutôt de juger ceux qui ont contribué à la ruine du peuple moldave, tout en désignant comme ennemi la seule force qui puisse le défendre : le Parti communiste.

En Moldavie, comme ailleurs en Europe, l'offensive anti-communiste qui prend de multiples formes vise à effacer, faire disparaître, transformer les symboles et le nom des partis communistes. La résistance est la première des nécessités. En Moldavie, elle a payé !

Solidarité Internationale
24 juin 2013



Le 4 juin dernier, la Cour constitutionnelle de Moldavie a déclaré anti-constitutionnel le projet de loi proposé par le gouvernement visant à interdire les symboles communistes, faucille et marteau

JPMorgan réclame des régimes autoritaires en Europe

Par Stefan STEINBERG

Dans un document publié à la fin du mois de mai, le géant des banques d'investissement américain JPMorgan Chase réclame l'abrogation des constitutions démocratiques bourgeoises établies après la Seconde Guerre mondiale dans une série de pays européens et la mise en place de régimes autoritaires. Le document de 16 pages a été réalisé par le groupe Europe Economic Research de JPMorgan et est intitulé « L'ajustement de la zone euro – bilan à mi-parcours. » Le document commence par faire remarquer que la crise de la zone euro a deux dimensions.

Pour commencer, il affirme que des mesures financières sont nécessaires pour garantir que les principales institutions d'investissement comme JPMorgan puissent continuer à engranger d'énormes bénéfices de leurs activités spéculatives en Europe. Ensuite, les auteurs soutiennent qu'il est nécessaire d'imposer des « réformes politiques » destinées à supprimer l'opposition aux mesures d'austérité massivement impopulaires qui sont appliquées au nom des banques.

Le rapport exprime sa satisfaction vis à vis de l'application par l'Union européenne d'un certain nombre de mécanismes financiers visant à garantir les intérêts bancaires. A cet égard, l'étude souligne que la réforme de la zone euro en est pratiquement à mi-chemin. Mais le rapport réclame aussi davantage d'action de la part de la Banque centrale européenne (BCE).

Depuis l'éruption de la crise financière mondiale de 2008, la BCE débloque des milliers de milliards d'euros en faveur des banques pour leur permettre d'effacer leurs créances douteuses et de redémarrer une nouvelle série de spéculations. En dépit d'une pression grandissante venant des marchés financiers, le chef de la BCE, Mario Draghi a déclaré l'été dernier qu'il ferait le nécessaire pour consolider les banques.

En ce qui concerne les analystes de JPMorgan, ceci n'est cependant pas suffisant. Ils exigent de la part de la BCE une « réponse plus spectaculaire » à la crise.

Les critiques les plus dures du document sont cependant formulées à l'égard des gouvernements nationaux qui ont mis bien trop de temps à appliquer le genre de mesures autoritaires nécessaires à l'imposition de l'austérité. Le processus d'une telle « réforme politique » précise l'étude, a « même à peine commencé. »

Vers la fin du document, les auteurs expliquent ce qu'ils entendent par « réforme politique. » Ils écrivent : « Au début de la crise l'on avait pensé que ces problèmes nationaux hérités du passé étaient en grande partie d'ordre économique, » mais « il est devenu manifeste qu'il y a des problèmes politiques profondément enracinés dans la périphérie qui, à notre avis, doivent être changés si l'Union monétaire européenne (UME) est censée fonctionner à long terme. »

Le document détaille ensuite les problèmes existant dans les systèmes politiques des pays de la périphérie de l'Union européenne – la Grèce, l'Espagne, le Portugal et l'Italie – qui sont au centre de la crise de l'endettement en Europe.

Les auteurs écrivent : « Les systèmes politiques de la périphérie ont été établis après une dictature et ont été définis par cette expérience-là. Les constitutions ont tendance à montrer une forte influence socialiste, reflétant la force politique que les partis de gauche ont acquise après la défaite du fascisme. »

« Les systèmes politiques autour de la périphérie affichent de manière typique les caractéristiques suivantes : des dirigeants faibles ; des Etats centraux faibles par rapport aux régions ; une protection constitutionnelle des droits des travailleurs ; des systèmes recherchant le consensus et qui encouragent le clientélisme politique ; et le droit de protester si des modifications peu appréciées sont apportées au statu quo politique. Les lacunes de cet héritage politique ont été révélées par la crise. » Quelles que soient les inexactitudes historiques contenues dans leur analyse, il ne peut y avoir l'ombre d'un doute que les auteurs du rapport de JPMorgan plaident pour que les gouvernements adoptent des pouvoirs de type dictatorial afin de mener à bien le processus de contre-révolution sociale qui est déjà bien avancé à travers toute l'Europe.

En réalité, il n'y avait rien de véritablement socialiste dans les constitutions établies durant la période d'après-guerre partout en Europe. De telles constitutions visaient à garantir le régime bourgeois dans une situation où le système capitaliste et ses agents politiques avaient été totalement compromis par les crimes des régimes fascistes et dictatoriaux.

Les constitutions des Etats européens, y compris celles de l'Italie, de l'Espagne, de la Grèce et du Portugal, ont été élaborées et appliquées en collaboration avec les partis socialistes et communistes des pays respectifs et qui ont joué le rôle clé dans la démobilisation de la classe ouvrière pour permettre à la bourgeoisie de maintenir son régime.

Dans le même temps cependant les classes dirigeantes discréditées de l'Europe étaient parfaitement conscientes que la Révolution russe demeurait une inspiration pour de nombreux travailleurs. Elles se sont senties obligées de faire une série de concessions à la classe ouvrière dans le but d'empêcher une révolution – sous la forme précisément de protections sociales et constitutionnelles, dont le droit de manifester, ce que JPMorgan aimerait à présent voir aboli.

Dans une certaine mesure, les critiques de la banque à l'égard du manque d'autoritarisme des gouvernements européens sonnent creux. Partout en Europe, les gouvernements ont à maintes reprises recouru ces dernières années à des mesures d'Etat policier pour réprimer l'opposition à l'encontre de leur politique.

En France, en Espagne et en Grèce, des décrets d'urgence et l'armée ont été utilisés pour briser des grèves. La constitution adoptée en Grèce en 1975, après la chute de la dictature des colonels, n'a pas empêché le gouvernement grec de licencier en masse des fonctionnaires. Et dans un certain nombre de pays européens, les partis dirigeants sont en train d'encourager le développement de partis néofascistes tel le mouvement Aube dorée en Grèce.

Toutefois, pour JPMorgan cela ne suffit pas. Afin d'éviter une révolution sociale dans la période à venir, ses analystes préviennent qu'il est indispensable que les gouvernements capitalistes partout en Europe se préparent aussi vite que possible à mettre en place des formes de régime dictatoriales.

A la fin du document, les auteurs avancent une série de scénarios qui, selon eux, pourraient découler de l'échec des gouvernements européens à ériger des systèmes autoritaires. Ces variantes comprennent : « 1) l'effondrement de plusieurs gouvernements favorables aux réformes en Europe méridionale, 2) un effondrement du soutien à l'euro ou à l'UE, 3) une victoire électorale incontestée de partis anti-européens radicaux quelque part dans la région, ou 4) l'ingouvernabilité de fait de certains Etats membres une fois que les coûts sociaux (notamment le chômage) dépasseront un certain seuil. »

C'est la voix authentique du capital financier qui parle. Il faut rappeler que JPMorgan est profondément impliqué dans les opérations spéculatives qui ont dévasté la vie de centaines de millions de travailleurs partout dans le monde. En mars de cette année, une commission du sénat américain a rendu public un rapport de 300 pages documentant les pratiques criminelles et la fraude réalisées par JPMorgan, la plus grande banque des Etats-Unis et le plus grand agent de produits dérivés du monde. En dépit des révélations détaillées dans le rapport, aucune action ne sera prise à l'encontre du PDG de la banque, Jamie Dimon, qui jouit de la confiance personnelle du président américain.

Cette même banque se permet à présent de faire la leçon aux gouvernements. Soixante-dix ans après la prise de pouvoir par Hitler et les nazis en Allemagne, dont les conséquences furent catastrophiques pour l'Europe et le monde, JPMorgan est le premier à réclamer des mesures autoritaires pour réprimer la classe ouvrière et éradiquer ses acquis sociaux.

Wsws 17 juin 2013



Le géant des banques d'investissement américain JPMorgan Chase est profondément impliqué dans les opérations spéculatives qui ont dévasté la vie de centaines de millions de travailleurs partout dans le monde

Hugo Chavez entre dans l'histoire

Par Jean Ortiz

Un autre texte écrit lors du décès de Chavez nous rappelle que «Jamais homme politique n'aura été autant diffamé parce que Chávez est un danger pour les intérêts de classe des bourgeoisies et oligarchies […] et aussi parce que l'exemple de la «révolution socialiste bolivarienne» s'avère contagieux».

Hugo Chavez est mort ce mardi soir. Le vent nouveau venu de gauche qu'il a soufflé sur toute l'Amérique latine et ses quatorze années de présidence de la République bolivarienne l'ont fait entré dans l'histoire.

«Culte de la personnalité? Balivernes!», lançait dès le mois de décembre 2012 Jean Ortiz, universitaire et chroniqueur pour l'Humanité. fr, alors que l'état de santé de Chavez s'était déjà détériorée.

«Hugo Chavez nous a donné tant d'espoir, d'énergie, de confiance, que nous savons ce que nous lui devons et ce qu'il représente pour les plus humbles. Il suffit de se promener dans les «rues» des «ranchitos» qui ceinturent Caracas pour mesurer ce que signifie diminuer la pauvreté de 50%; il suffit de voir un dispensaire de la «Mission Barrio Adentro» pour comprendre que la santé gratuite fait de Chavez, pour les plus pauvres, ceux qui n'avaient jamais vu un médecin, un véritable saint. Car le peuple a une relation au «comandante» de type amoureux, religieux, messianique, familiale, directe…Et rien de malsain là dedans. Lorsqu'il draine dans ses meetings des centaines de milliers de parias d'hier, c'est parce qu'il est une sorte de rédempteur et d'utopiste concret, efficace, de changeur de vie, de drapeau d'une nation qui désormais existe, qui tient tête fièrement à «l'empire».



Malgré les vents défavorables, Chavez a osé revendiquer comme alternative à "la crise"du capitalisme: "le socialisme du 21ième siècle".

Révolution «contagieuse»

Nous savons aussi que sans lui l'Amérique latine ne serait pas en marche vers sa «deuxième Indépendance» et définitive Libération. Un intellectuel espagnol le qualifiait récemment de «dernier des Libertadors». Les médias de marché, les conservateurs et «libéraux» de tout poil, socios, néos et ultras, les Etats-Unis, le FMI, l'Union Européenne…, en le satanisant, ne s'y trompent pas. Jamais homme politique n'aura été autant diffamé, sali, insulté, haï, par les classes dominantes et leurs médias-mensonges, leurs «marchés», leurs mercenaires de la «com»(guerre idéologique).

Ils le font parce que Chavez est «zambo», métis de Noir et d'Indien, qu'il est sorti du caniveau, que le petit vendeur des rues n'a pas oublié ses origines, qu'il chante et danse comme tous les «llaneros», habitants de sa région: les «llanos» (Sabaneta); mais surtout parce que Chavez est un danger pour les intérêts de classe des bourgeoisies et oligarchies, pour l'hégémonie de Washington, sa politique pétrolière, sa géopolitique de domination du monde, et aussi parce que l'exemple de la «révolution socialiste bolivarienne» s'avère contagieux.

Socialisme du XXIème siècle

Malgré les vents défavorables, Chavez a osé revendiquer comme alternative à «la crise»du capitalisme: «le socialisme du 21ième siècle». Rien de nouveau me dira-t-on…mais depuis plus de vingt ans le mot était enfoui sous les décombres du mur de Berlin. Mon vieux guérillero de père me disait souvent: lorsque l'ennemi de classe cogne dur, c'est que tu es dans le bon chemin…Un ami, prêtre de la «théologie de la libération» à qui je disais que je ne croyais pas en Dieu, me répondit: oui mais Dieu croit en toi parce que tu es militant. Joseph, s'il croit vraiment en moi, qu'il comprenne pourquoi Chavez ne peut pas mourir.

Comandante, aqui estamos… Seguiremos adelante, juntos.

L'Humanité.fr 5 Mars 2013

Washington veut l'extradition...

Suite de la page (17)

Edward Snowden a obtenu des papiers de réfugié" délivrés par l'Équateur. "Pour quitter Hong Kong (dimanche), Edward Snowden a obtenu de la part du gouvernement équatorien des papiers de passage pour réfugié ", a déclaré Julian Assange, lors d'une conférence de presse téléphonique à Londres, ajoutant que le processus pour obtenir l'asile comportait "plusieurs étapes". Assange n'a pas voulu préciser les conditions du départ de Snowden de la Chine, disant simplement qu'il s'agissait "d'une histoire fascinante".

Wikileaks paie les déplacements de Snowden

Le rôle de WikiLeaks est d'"établir un lien entre les équipes juridiques (de Assange et Snowden) et de l'aider dans sa démarche de demande d'asile", a-t-il ajouté. Les avocats de Julian Assange connaissent le dossier car le cyber militant australien, qui craint d'être extradé vers les États-Unis après la publication par son site WikiLeaks de centaines de milliers de documents américains secrets, a obtenu le statut de réfugié de la part de l'Équateur. Toutefois, Assange est bloqué depuis un an dans l'ambassade d'Équateur à Londres, sous le coup d'un mandat d'arrêt de la Suède dans une affaire d'agressions sexuelles présumées.

WikiLeaks a aussi révélé lundi "avoir payé les déplacements" d'Edward Snowden, et précisé que les "documents" dévoilés par lui sur la surveillance électronique pratiquée par les États-Unis et le Royaume-Uni "étaient en sécurité auprès d'organisations journalistiques appropriées". Il a enfin exclu que les services de sécurité russes et chinois aient interrogé M. Snowden, comme l'hypothèse en a été avancée.

Washington veut l'extradition de Snowden !

L'ex-consultant de la CIA, Edward Snowden, a rejoint la Russie dimanche et pourrait se rendre en Equateur dans les prochaines heures. Mais les Etats-Unis demandent son extradition.

Sa demande d'asile politique est en train d'être "étudiée" par Quito. L'ex-consultant de la CIA, Edward Snowden, accusé d'espionnage par Washington devait partir lundi de Moscou pour La Havane et sans doute poursuivre sa route vers l'Equateur - qui a précédemment accordé l'asile à Julian Assange, le fondateur de WikiLeaks. Le chef de la diplomatie équatorienne, Ricardo Patino, a de son côté, estimé qu'avec cette affaire, il y allait "de la liberté d'expression et de la sécurité des citoyens dans le monde".

Agé de 29 ans, Edward Snowden - qui a multiplié les révélations sur la collecte par la NSA de données téléphoniques et internet aux Etats-Unis et à l'étranger - est arrivé dimanche à Moscou en provenance de Hong Kong, d'où il avait publié ses informations et où il était réfugié depuis le 20 mai après avoir quitté son domicile de Hawaï.

Son nom ainsi que celui de Sarah Harrison - une collaboratrice de WikiLeaks qui l'avait déjà accompagné sur le vol Hong Kong-Moscou - figurent parmi les passagers du vol Aeroflot décollant lundi à 14h05 (10h05 GMT) à destination de Cuba, selon une liste de la compagnie, dont l'AFP a eu connaissance.

"La chasse est lancée"

Washington demande son extradition. Inculpé notamment d'espionnage, Edward Snowden encourt 30 ans de réclusion aux Etats-Unis. Ces derniers ont notamment annulé son passeport pour l'empêcher de voyager. "La chasse est lancée", a déclaré sur la chaîne CBS la présidente de la commission du Renseignement du Sénat américain, Dianne Feinstein. La justice américaine a indiqué qu'elle mènerait "la coopération policière adéquate" avec les pays où l'ancien consultant de la CIA pourrait se rendre.

Le département américain de la Justice s'est dit déçu de la décision de Hong Kong de laisser partir le jeune homme, la jugeant "particulièrement troublante". Les autorités de Hong Kong ont expliqué ne disposer d'aucune arme juridique pour le retenir, faute d'avoir reçu des autorités américaines les documents d'incrimination nécessaires.

"Il n'a pas commis de crime sur le territoire russe"

"Nous espérons que le gouvernement russe va étudier toutes les options possibles pour expulser M. Snowden vers les Etats-Unis afin qu'il réponde devant la justice des charges pesant contre lui", a depuis déclaré le porte-parole de la Sécurité nationale, Mme Caitlin Hayden.

Selon une "source informée" citée par l'agence russe Interfax, la Russie ne dispose pas de motifs pour arrêter Edward Snowden, qui a publié des informations explosives sur la surveillance électronique américaine. "Il n'a pas commis de crime sur le territoire russe. Les services de sécurité russes n'ont pas été chargés par Interpol de l'arrêter. Il n'y a donc pas de motif pour arrêter ce passager en transit", a déclaré cette source. L'expert militaire Pavel Felgenhauer, interrogé par l'AFP, a souligné que la Russie n'avait pas d'accord d'extradition avec les Etats-Unis.

Poutine assure que Snowden est à Moscou

Vladimir Poutine a levé ce mardi le mystère autour d'Edward Snowden, l'ex-consultant de la NSA, recherché par les Etats-Unis, qui restait invisible depuis dimanche, jour où, selon la presse, il avait quitté Hong Kong pour Moscou. Alors que certains se demandaient s'il n'était pas déjà parti pour l'Equateur ou Cuba, le jeune américain se trouve en zone de transit à l'aéroport de Moscou, a assuré le chef d'Etat russe mardi. "M. Snowden est effectivement arrivé à Moscou", a déclaré Vladimir Poutine au cours d'une conférence de presse à Turku en Finlande, ajoutant aussitôt que cette venue était pour les Russes "totalement inattendue".

« Il est arrivé en tant que passager en transit et en tant que tel, il n'a pas besoin de visa ni d'autres documents », a-t-il poursuivi. "Il ne traverse pas la frontière, c'est pourquoi il n'a pas besoin de visa", a-t-il renchéri. Le président russe a par ailleurs rejeté vigoureusement les accusations de Washington à l'encontre de Moscou. Le secrétaire d'Etat John Kerry avait jugé lundi "très décevant" et "profondément troublant" le fait que Snowden ait pu voyager sans être inquiété entre Hong Kong et Moscou. Washington avait aussi exhorté la Russie à "étudier toutes les options à sa disposition pour (l') expulser vers les Etats-Unis".

"Toutes les accusations à l'encontre de la Russie sont du délire et des sornettes", a lancé Vladimir Poutine. Il a insisté sur le fait que la Russie n'avait pas avec les Etats-Unis d'accord d'extradition. "Nous ne pouvons remettre certains citoyens qu'aux nations avec lesquelles nous avons des accords internationaux sur la remise de criminels. Nous n'avons pas de tel accord avec les Etats-Unis", a-t-il souligné. Il a toutefois estimé que la Russie avait tout intérêt à ce que Edward Snowden quitte Moscou.

"Edward Snowden est un homme libre. Plus vite il choisira sa destination finale, mieux ce sera, et pour nous et pour lui", a-t-il dit. Vladimir Poutine a aussi rejeté les rumeurs selon lesquelles les services secrets russes auraient pu interroger M. Snowden, auteur de révélations fracassantes sur la surveillance électronique pratiquée dans le monde par les Etats-Unis. "Nos services secrets n'ont jamais travaillé et ne travaillent pas actuellement avec Edward Snowden", a assuré M. Poutine, lui-même ancien officier du KGB (services secrets soviétiques) et ex-chef des services secrets russes.

JDD 25 juin 2013

Suite de la page (13)

A. : A Nabi Saleh, non, pas qu'un. Trois. Un d'entre eux a été blessé à la jambe sur cette colline, par une balle réelle. Un autre à la main. Et Rushdi, qui est mort l'an dernier, a été blessé à la jambe sur cette colline.

ISM : Est-ce que des secouristes étaient là quand Rushdi a été tué ?

M. : Non, nous n'étions pas là, parce qu'ils lui ont tiré dessus un samedi - ce n'était pas un jour de manifestation. Ils l'ont d'abord blessé avec une balle caoutchouc-acier pour qu'il ne puisse plus bouger, puis ils lui ont tiré une balle réelle - juste comme ça.

A. : Alors qu'il était au sol. La balle lui a traversé la jambe et s'est arrêtée dans son dos. Il est mort cinq jours après.

M. : Au début, ils n'ont pas permis qu'on l'emmène à l'hôpital - ils ont essayé de l'arrêter.

A. : Oui, ils ont essayé de l'arrêter, ils le tiraient. Quand les balles l'ont touché, il y avait 3 mètres entre lui et les soldats, et il était au sol.

ISM : Vous étiez présents à la manifestation où Mustafa Tamimi a été tué - pouvez-vous nous en parler ?

A. : Je ne sais pas ce que tu veux exactement... Je l'ai vu quand il est mort. Avant d'être abattu, il était sur la colline - un bulldozer était entré dans le village, alors tous les shabab l'ont pourchassé à coup de pierres. La jeep a fait demi-tour là-bas [il montre la route dans le village] et est revenue. Mustafa et quelqu'un d'autre étaient près de la jeep, ils jetaient des pierres - ils étaient à environ 4 mètres. Puis le soldat à l'intérieur de la jeep a reçu un ordre de son commandant, «tire-lui dessus». Alors il a tiré directement dans le visage de Mustafa.

La grenade a pénétré son visage de 5 centimètres - alors quand je me suis approché de lui et que je l'ai regardé, j'ai dit aux autres, «Il est mort. Nous ne pouvons rien faire pour lui.» Nous l'avons transporté, mis dans un taxi qui est allé rejoindre les soldats au checkpoint. Le commandant a dit, «Il va bien, mais nous allons maintenant l'emmener à l'hôpital.» Mais en fait, ils l'ont gardé une demi-heure au checkpoint, par terre - ils l'avaient sorti du taxi et mis par terre - et ensuite, ils l'ont transporté dans une ambulance militaire jusqu'à un village plus bas, puis dans un hélicoptère à un hôpital en [Palestine] 48, près de Tel Aviv.

Ils l'ont admis à l'hôpital et le médecin a dit, «Son oeil va bien» - mais son oeil n'allait pas bien ! J'avais vu qu'il était sorti de l'orbite, à côté de son visage. Je l'avais ramené sur son visage. Son frère m'a dit, «Le docteur dit qu'il est ok, qu'il vivra, qu'ils opèreront son visage - mais qu'il devra rester à l'hôpital pendant quatre ou cinq mois de soins». Mais je lui ai dit, «Il est mort. Lorsqu'on l'a transporté dans le taxi, il était mort.» Mais personne ne m'a cru, tu sais, parce que je ne suis pas médecin. Mais le lendemain, ils m'ont cru, quand l'hôpital a dit, «Il est mort.»

Ils [les autorités israéliennes] n'ont fait ça que pour empêcher aux gens de réagir - parce que s'ils avaient su qu'il était mort, quelque chose de mauvais serait arrivé. Je pense que si les gens avaient su, ils auraient continué à manifester et il y aurait eu d'autres morts après Mustafa. Mais les soldats sont venus et ont dit, «Il est ok, ne vous inquiétez pas». Ils ont autorisé sa famille et d'autres gens du village à aller le voir à l'hôpital. Ils n'en donnent jamais, mais cette fois, ils ont donné 5 permis à Nabi Saleh. Ils voulaient juste que les gens se calment ce jour-là. Le lendemain, ils ont dit qu'il était mort et l'ont transféré à l'hôpital de Ramallah.

International solidarity Movement 16 juin 2013

Traduction: CR/MR

Suite de la page (8)

passant par l'occupation américaine pour aboutir à la genèse de l'époque duvaliérienne.

Le chapitre cinq du livre aborde la question de couleur en Haïti et la lutte des classes, cette dernière dont Duvalier père avait fait son cheval de bataille. Dans cette section il montre comment le préjugé de couleur existe en Haïti, comme un fait social et fonctionne de manière autonome de l'exploitation économique. Un préjugé qui se manifeste spécifiquement dans les choix matrimoniaux qui tendent à reproduire l'esthétique mulâtriste, qui d'un autre côté se donne comme tâche de reproduire aussi les couches dominantes selon Trouillot.

Aux chapitres six et sept, l'auteur du livre nous décrive la démarche totalitaire de Duvalier pour instaurer sa dictature. Au chapitre sept précisément, il met en vedette l'aspect qualitatif de la violence duvaliérienne qui selon lui dépassait énormément les limites traditionnelles, des violences dictatoriales en Haïti.

Pour finir, au chapitre huit intitulé : *Apparences et certitudes* : *les continuités de l'Etat duvaliérien*, il fait valoir l'idée que la violence était l'arme puissante de l'Etat duvaliérien, aussi, profite pour faire un zoom sur la période de Jean-Claude Duvalier qu'il qualifie paradoxalement de *continuité du changement*. Dans le même sens, il mentionne des légers changements effectués dans le régime sous la présidence de Baby doc, précisément au sein des ministères, surtout à l'avantage des mulâtres.

Après une lecture minutieuse du livre, nous avons remarqué que l'auteur dans ce fameux texte produit une analyse des institutions du pays. Ainsi, nous oserons poser cette question : N'est ce pas la défaillance de nos institutions qui nous a conduits à ce destin malencontreux, à avoir des dirigeants du type duvaliérien ?

Aujourd'hui, plus qu'urgent, ce livre doit être lu par tous ceux et toutes celles, soucieux de connaitre l'époque duvaliérienne. Contrairement à d'autres ouvrages qui tentent de réhabiliter Papa Doc et Baby Doc, Trouillot reste fidèle à la science historique qui exige l'impartialité. L'intellectuel est parti mais ses œuvres demeurent éternellement tout comme la vérité historique d'un peuple ne passera jamais…

Sandy LAROSE Master Histoire

Ndlr. Michel-Rolph Trouillot, est décédé dans la nuit du 4 au 5 juillet 2012, à Chicago, à l'âge de 63 ans.

Suite de la page (6)



Prezidan dominiken an, Danilo Medina ak konpayèl li Michel Martelly

Men lè se enterè mas pèp la ki menase, yo tout fèmen bouch oubyen y ap blablabla nan radyo sou lòtkoze.

Kriz Ayiti ak Repiblik Dominikèn lan sanble tèt koupe ak yon zafè fè lajan san gade dèyè, nan tout vye kondisyon e ki gen yon konsekans negatif sou sante pèp ayisyen, ta vin tounen yon kriz politik, kote chèf politik yo lòtbò fwontyè a ap voye monte tout vye koze sou Ayiti, jan pwovèb la di l : « dan pouri gen fòs sou bannann mi. » Sitiyasyon sa a montre byen klèman pa gen jwèt la a, se gwo enterè ki menase, se plizyè milya dola ki an kesyon. Pandan otorite dominiken yo ap fè tout pale anpil sa yo, yo entèdi pwodui ayisyen yo antre sou mache yo, kouwè wonm ak kèk lòt pwodui ankò.

Sitiyasyon sa a k ap devlope ant Ayiti ak Repiblik Dominikèn lan montre tou, tout kalte vye pwodui yo, tankou : Salami ki fèt ak vye vyann, ze pouri ak vyann poul santi se an Ayiti yo voye vann yo, yon seri pwodui ki ka bay popilasyon an tout kalte vye maladi, menm jan Kolera-MINISTA yo ap touye moun nan peyi a.

Aprè plizyè reyinyon ant otorite ayisyen yo ak otorite dominiken yo, gen yon pwopozisyon Ayiti fè, men Repiblik Dominikèn poko vle aksepte l. Pwopozisyon sa a fèk wè otorite ayisyèn yo ta mande otorite dominiken yo yon lis tout konpayi ki gen bonjan sètifika nan men pou fè ze ak poul epi yo fè konnen y ap voye teknisyen ayisyen yo pou al verifye nan ki kondisyon pwodui sa yo ap fèt lòtbò a. Men pandan tan sa yo pwodui dominiken yo kontinye ap travèse fwontyè a pou vin vann an Ayiti. Politik mache lib la ki deja gen yon gwo konsekans sou pwodiksyon nasyonal la, ki touye kochon kreyòl yo ki te kanè bank peyizan yo, vin tounen yon pongongon pou sante pèp ayisyen an. Politik sa a pote okipasyon ak lanmò pou pèp ayisyen an, se sa k fè li enpòtan anpil pou pèp ayisyen an kontinye leve kanpe kont plan lanmò sa a yo rele politik neyoliberal la.

Suite de la page (20)

Trinité-et-Tobago (BBVA Compass Stadium, Houston)

****

Groupe C
9 Juillet 2013
20:30 Costa Rica: Cuba (Jeld-Wen Field, Portland)
23:00 Belize: États-Unis (Jeld-Wen Field, Portland)

13 Juillet 2013
15:30 États-Unis : Cuba (Rio Tinto Stadium, Sandy)
18:00 Costa Rica: Belize (Rio Tinto Stadium, Sandy)

16 Juillet 2013
17:30 Cuba: Belize (Rentschler Field, East Hartford)
20:00 États-Unis: Costa Rica (Rentschler Field, East Hartford)

Suite de la page (20) mario.....

marque les esprits pour sa célébration où il retire son maillot avant de contracter ses muscles. Pour les éliminatoires de la coupe du monde 2014, il se débrouille assez bien avec son ami et coéquipier du Milan AC Stephan El Shaarawy.

Le voici en pleine forme pour la coupe des confédérations 2013 avec deux buts marqués, un face au Mexique et un face au Japon. Malheureusement, Mario Balotelli voit sa compétition s'arrêter après le dernier match de poule, car il est touché au quadriceps gauche dans un contact avec David Luiz qui ne l'a pas ménagé durant la rencontre Brésil-Italie. Pour la demi-finale contre l'Espagne, mais aussi pour une éventuelle finale ou petite finale. Balotelli les assistera devant le petit écran en Italie vu qu'il devait quitter le Brésil pour rentrer à la maison pour y être soigné à la cuisse gauche par le staff médical de son club AC Milan.

Balotelli a tout pour lui comme athlète. Très grand, costaud, il est rapide, très technique, récupérateur, bonne vision de jeu avec un tir puissant et un bon coup de tête. Par contre, il a été décrit par Mourinho comme «ingérable». Son mentor Roberto Mancini, de son côté affirme que Balotelli est «fou». Des disputes avec certains de ses coéquipiers, se faire photographier avec deux truands de la mafia Italienne, mettre le feu à sa maison en tirant des feux d'artifice en octobre 2011 sont-ce là des raisons pour le traiter de fou, d'indiscipliné? Le jeune, depuis l'âge de 5 ans, alors qu'il était le seul noir à Monpiano dans un club, a dû faire face au racisme. Il était souvent victime de brimades en raison de sa couleur de peau. Ces phénomènes le suivront durant tout son parcours puisqu'une fois révélé en série A, les tifosis de Turin clameront: «il n'y a pas d'italien noir». Il est victime de gestes et d'injures racistes en Croatie, en Pologne, en Ukraine ; et l'un des journaux sportifs les plus populaires en Italie "la Gazetta delle sport", dans une caricature, le traite de King Kong. Pourquoi on ne se base pas sur tous les tourments qu'il a connus depuis sa naissance jusqu'aux gestes et propos racistes dont il est victime pour comprendre ce jeune homme. D'ailleurs, il est né et a grandi dans un pays anciennement fasciste. À cause de tout ce qu'il a subi, dans une entrevue au magazine Time de novembre 2012, il évoque sa relation avec sa mère nourricière, le racisme et déclare même qu'il voudrait rencontrer Barack Obama. On le traite de fou et d'indiscipliné, mais il est très doué et très talentueux. Il est aussi engagé dans des actions caritatives auprès de l'UNICEF et auprès d'associations telles que MÉDECINS SANS FRONTIÈRES et CROIX-ROUGE INTERNATIONALE. Pour ses dénigreurs, Mario Balotelli fait parler son talent avec ses pieds, sa tête, sa poitrine et ses actions caritatives. Il fait parler sa bouche aussi quand c'est le temps de se défendre.

En Haïti, il y a des milliers de Mario Balotelli, avec beaucoup de talents, et de l'intelligence, mais au lieu de les encadrer et de les aider, on les traite de pied sale et de chimère.

Dario Talabert
Montréal

Mario Balotelli, l'enfant terrible du foot italien et l'un des meilleurs joueurs au monde

Par Dario Talabert

En prélude du mondial 2014, la coupe des confédérations se joue au pays hôte, le Brésil. Huit équipes participent à ce mini-mondial à raison de deux groupes: le groupe A est composé du Brésil, pays organisateur; du Japon, champion d'Asie; de l'Italie, vice-championne de l'Euro 2012 et du Mexique, champion zone Concacaf. Dans le groupe B, on trouve l'Espagne, championne de l'Euro 2012; l'Uruguay qui a remporté la Copa América; le Nigéria, gagnant de la CAN (coupe d'Afrique des nations) et Tahiti, champion surprise de l'Océanie. Est-ce que l'Espagne va faire un triplé? Peut-être oui. Dans le cas contraire, la sélection locale, avec l'appui des ses supporteurs ou la magie de sa jeune vedette pourra causer la surprise. Il ne faut pas négliger l'Uruguay et l'Italie, qui, avec le vieux routier Andrea Pirlo, considéré comme l'un des meilleurs milieux de terrain au monde et l'attaquant de pointe incisif Mario Balotelli. Ce dernier attire l'attention de nombreux amateurs de foot et fait couler beaucoup d'encre dans les journaux aux quatre coins de ce monde. Beaucoup de gens l'aiment pour son talent et certains disent qu'il est indiscipliné. On dit de lui, qu'il est un surdoué. Pour ses dénigreurs, c'est un arrogant, un fou, un manque de classe. Est-il vrai que ce jeune homme fait parler de lui juste avec ces côtés négatifs? Découvrons ensemble Mario Balotelli.

Mario Balotelli, né de son vrai nom Mario Barwuah le 12 Août 1990 à Palerme, en Sicile, de parents Ghanéens chrétiens, Thomas et Rose Barwuah. La famille déménage à Bagnolo Mella, commune de la province de Brescia, en Lombardie, peu après la naissance de Mario. Étant enfant, il subit les graves séquelles d'une malformation intestinale, ce qui le conduit à effectuer une série d'opérations. Malgré tout, son état s'améliore en 1992. Les problèmes de santé de Mario et les conditions de vie rudes de la famille poussent les Barwuah à demander l'aide des services sociaux qui proposent l'option de livrer l'enfant à une famille d'accueil, sans pour autant le faire adopter.

La proposition sociale est acceptée en 1993 par la famille Barwuah qui confie le jeune Mario, alors âgé de trois ans, à une famille italienne, les Balotelli sur décision du tribunal des mineurs. Au début, Mario passe les jours de la semaine dans sa famille d'accueil, et les fins de semaine dans sa famille biologique ; mais, quelque temps après, il est convenu que Mario serait élevé en permanence par les Balotelli. Ses parents nourriciers, Francesco et Silvia Balotelli, de souche juive, habitent une vaste maison. Après avoir accédé à la notoriété, les parents biologiques de Mario demandent qu'il leur soit rendu; tentative échouée. Selon la loi 91 de 5 février 1992, Balotelli doit attendre son 18è anniversaire avant de bénéficier de la nationalité italienne, car n'ayant pas été adopté, mais seulement élevé par les Balotelli. Il l'acquiert officiellement le 13 Août 2008. Mario, après la cérémonie déclare: «Je suis italien, je me sens italien, je jouerai toujours pour l'équipe nationale d'Italie».



Mario Balotelli

Mario a trois frères et sœurs biologiques: Abigail, Enoch et Angel Barwuah.



Balotelli touché au quadriceps gauche dans un contact avec David Luiz qui ne l'a pas ménagé durant la rencontre Brésil-Italie



Mario embrassant sa mère Silvia après la victoire de l'Italie sur l'Allemagne lors de la Coupe d'Europe 2012

Énoch, de deux ans son cadet, effectue un essai dans le club anglais de Premier League Stoke City en décembre 2011, puis un autre à Sunderland en janvier 2012.

Balotelli entame sa carrière à l'AC Lumezzane en 2005-2006. Deux rencontres suffisent pour que le jeune Mario attire les convoitises des grandes équipes européennes. Il n'avait que quinze ans en 2006, après un essai infructueux au FC Barcelone, Balotelli signe à l'Inter de Milan en prêt avec option d'achat de 150.000 euros. Un an plus tard, il effectue avec l'Internationale ses débuts en série A, soit le 16 décembre 2007 pour remporter son premier championnat de série A. Bon début pour ce jeune prodige.

La saison suivante (2008-2009), remplaçant Luis Figo, Balotelli marque un but à la 83è minute et aidant du même coup l'Inter, face à l'As Roma, à remporter la Supercoppa. De même que 2008-2009 est fructueuse pour Mario Balotelli sur le plan footballistique tout comme elle est frustrante au niveau raciste. En avril 2009, contre la Juventus de Turin, il marque l'unique but de l'Inter (1-1), Balotelli est victime d'injures racistes par les supporteurs Turinois tout au long de la rencontre. On peut dire, qu'à partir de là, Balotelli fait face à quelques problèmes, notamment avec son entraîneur José Mourinho.

2009-2010, sa relation est pour le mois compliquée avec Mourinho. Disputant avec son entraîneur à la veille du match retour du huitième de finale de la ligue des champions contre Chelsea. Polémique, critique, blâme de ses propres coéquipiers. Ce fût une saison tourmentée pour Balotelli en dépit du 4è sacré de l'Inter de Milan

2010-2011, il est passé de l'Inter à Manchester city pour rejoindre son mentor Roberto Mancini. Le 13 Août 1010, 28 millions d'euros pour cinq ans, ce qui en fait le transfert le plus cher de l'histoire pour un jeune joueur de 20 ans.

2011-2012 débute mal pour Balotelli avec une défaite, lors de la Community Shield 2001 sur le score de 2-3 face au grand rival de Manchester City, Manchester United. Il signe un doublé le 23 octobre 2011 pour sa revanche, lors de l'écrasante victoire de 6 à 1 face à Manchester United. 13 mai 2012, il remporte le championnat anglais avec Manchester City. Ce fût son premier et dernier championnat d'Angleterre gagné, car fin janvier, il choisit de quitter l'Angleterre pour retourner en Italie. Il est allé à Milan, pas pour jouer avec son ancienne équipe (Inter de Milan), mais pour évoluer avec l'équipe rivale le Milan AC. Consternation du côté de Roberto Mancini puisqu'il a déclaré: «j'espère que Mario va continuer à progresser. S'il travaille dur, il peut devenir l'un des meilleurs joueurs du monde». Il reçoit les félicitations du Parisien Zlatan Ibrahimovic qui déclara: «Mario a tellement de talent, qu'à son âge, il a le potentiel pour devenir un des meilleurs attaquants au monde».

Il a refusé de jouer pour la sélection Ghanéenne, préférant celle Italienne, où il a gravi presque tous les échelons. Euro 2012, il contribue à la victoire de 4 à 2 (tirs de pénalty) en marquant le premier but face à l'Angleterre. En demi-finale, il étale son talent en signant un magnifique doublé (2 à 1) face à l'Allemagne et

Suite à la page (19)

Haiti à la Gold Cup

La douzième édition de la Gold Cup sera disputée cette année aux Etats-Unis du 7 au 28 juillet 2013 prochain. Cette compétition créée en 1963 sous la dénomination Coupe des nations de la CONCACAF n'est autre qu'une fusion de deux Confédérations : la Confédération centre-américaine et caribéenne de football (CCCF), fondée en 1938 qui est composée de l'Amérique centrale et la plupart des pays de la Caraïbes et la Confédération nord-américaine de football (NAFC) créée en 1946.

Les douze équipes nationales qui se sont qualifiées pour le tournoi de cette année sont : Bélize, Canada, Costa Rica, Cuba, El Salvador, États-Unis, Haïti, Honduras, Martinique, Mexique, Panama et Trinité-et-Tobago. Elles sont réparties en 3 : groupe A, groupe B et groupe C. Voici le calendrier et le lieu des rencontres.

Groupe A
7 Juillet 2013
17:30 Canada : Martinique (Rose Bowl Stadium, Pasadera)
20:00 Mexique: Panamá (Rose Bowl Stadium, Pasadera)

11 Juillet 2013
20:30 Panama: Martinique (CenturyLink Field, Seattle)
23:00 Mexique: Canada (CenturyLink Field, Seattle)

14 Juillet 2013
16:00 Martinique: Mexique (Sports Authority Field, Denver)
18:30 Panamá : Canada (Sports Authority Field, Denver)

****

Groupe B
8 Juillet 2013
19:00 Salvador : Trinité-et-Tobago (Red Bull Arena, Harrison)
21:30 Haïti : Honduras (Red Bull Arena, Harrison)

12 Juillet 2013
19:00 Trinité-et-Tobago : Haïti (Sun Life Stadium, Miami Gardens)
21:30 Honduras : Salvador (Sun Life Stadium, Miami Gardens)

15 Juillet 2013
19:00 Salvador: Haiti (BBVA Compass Stadium, Houston)
21:30 Honduras :

Suite à la page (19)